

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION, ET DE SOCIOLOGIE
DEPARTEMENT ECONOMIE

Deuxième Cycle, promotion sortante

Année Universitaire : 2003-2004



MEMOIRE DE MAITRISE ès-SCIENCES ECONOMIQUES

L'EDUCATION DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE : Cas de MADAGASCAR

Présenté par l'étudiante

RAKOTOMENA Hanitriniaina Jocelyne

José Alex

Et encadré par le Professeur :

Monsieur RAKOTOMAVO

Date de soutenance : 07 Février 2005

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------|---|
| Remerciement | |
| Avant propos..... | 1 |
| Résumé Analytique | 2 |
| Introduction..... | 4 |

Première partie : PERCEPTION DE L'EDUCATION

| | |
|--|----------|
| Chapitre 1 : PRESENTATION GENERALE..... | 6 |
| 1. Définition..... | 6 |
| 2. Historique..... | 6 |
| 3. Rôles et nécessités de l'éducation | 7 |

Chapitre 2 : LES INVESTISSEMENTS DANS L'EDUCATION A MADAGASCAR... 12

| | |
|--|----|
| 1. Les déterminants des inscriptions du secondaire | 12 |
| 2. Budget de l'Etat consacré dans le domaine de l'éducation..... | 15 |

Chapitre 3 : LES CONTRAINTES DE L'EDUCATION A MADAGASCAR..... 18

| | |
|--|----|
| 1. Un retrait de l'école plus précoce chez les filles..... | 18 |
| 2. L'absence de collaboration entre les parents et les enfants..... | 19 |
| 3. Les problèmes d'infrastructures et l'insuffisance des enseignants..... | 19 |
| 4. Les problèmes rencontrés au niveau des différents types d'enseignements | 20 |

Deuxième partie : ANALYSE DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

| | |
|--|-----------|
| Chapitre 1 : DEFINITIONS ET CARACTERISTIQUES DE LA PAUVRETE | 26 |
| 1. Définitions..... | 26 |
| 2. Caractéristiques de la pauvreté | 27 |

Chapitre 2 : LES FACTEURS DETERMINANTS DE LA PAUVRETE 32

| | |
|--|----|
| 1. Les principaux actifs | 32 |
| 2. Les facteurs entravant l'augmentation de la productivité..... | 34 |

Troisième partie : L'EDUCATION COMME FACTEUR DE DEVELOPPEMENT**Chapitre 1 : EDUCATION ET CROISSANCE.....39**

| | |
|--|----|
| 1. Théorie du capital humain..... | 39 |
| 2. Education et Accumulation du capital humain | 40 |

Chapitre 2 : EDUCATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN.....42

| | |
|-------------------------------------|----|
| 1. Education et niveau de vie | 42 |
| 2. Education et fécondité..... | 43 |
| 3. Education et santé | 44 |

Chapitre 3 : REDUIRE LA PAUVRETE PAR L'AMELIORATION DU SYSTÈME**EDUCATIF.....45**

| | |
|--|----|
| 1.Les stratégies à mettre en œuvre afin que l'éducation soit un pilier de développement.....45 | |
| 2. Autres stratégies pour promouvoir l'éducation à Madagascar.....47 | |
| 3. Coopération Madagascar avec les organismes étrangers au niveau du secteur éducation..... | 48 |

CONCLUSION.....49**BIBLIOGRAPHIE****LISTE DES TABLEAUX****GLOSSAIRE****ANNEXES**



REMERCIEMENTS

Grâce à Dieu, ce présent-mémoire est enfin réalisé. Que son nom soit glorifié !

Tous mes vifs remerciements à tous ceux qui m'ont aidé à l'élaboration de ce livre tout particulièrement à Monsieur l'encadreur RAKOTOMAVO José Alex. Il m'a beaucoup encouragé à la réalisation de ce mémoire de fin d'étude.

Je tiens à remercier aussi mes parents et mon frère aîné. Ces gens m'ont beaucoup soutenu financièrement et moralement.

AVANT-PROPOS

Actuellement , près d'un milliard d'être humains ne savent toujours ni lire ni écrire. Pour le cas de Madagascar, près de la moitié de la population totale sont analphabètes et la majorité en sont des femmes. Ce qui reflète déjà le non-développement chez notre pays.

Par ailleurs, l'objectif de nos dirigeants actuels est de promouvoir un développement rapide et durable. Un tel objectif nous pousse donc à se demander quelles solutions préconiseraient-ils face à la situation de pauvreté vécue par les malgaches en ce moment.

Comme moindre participation à la réalisation du problème actuel de notre pays, on a opté pour thème de mémoire de fin d'étude « L'éducation dans la lutte contre la pauvreté ».

On a choisi ce thème pour des raisons que l'éducation est une des sources de connaissances qui constituent des formes de richesse humaine pour le pays et la population elle-même.

En plus, un peuple épanoui constitue un véritable capital social et humain et par conséquent, est d'un intérêt politique et économique majeur pour un pays tel que Madagascar.

En fait, l'éducation a déjà une place prépondérante dans le document stratégique national de Réduction de la Pauvreté ou DSRP. Donc mon étude ne fait que de confirmer son importance au développement.

RESUME ANALYTIQUE

Cela fait longtemps que la première école fut ouverte à Madagascar. A cette époque, personne n'a trouvé aucun inconvénient de son implantation dans notre pays.

Durant ces longues périodes, le système éducatif malgache a plusieurs fois passé des moments difficiles. Heureusement, depuis ce nouveau millénaire, le Gouvernement malgache a essayé de prendre des bonnes décisions afin d'améliorer le secteur éducation.

En fait, l'éducation demeure importante pour chaque individu mais malheureusement son investissement a certaines limites, que cela vient du ménage ou du ministère qui en est chargé. En effet, beaucoup d'enfants sont privés de continuer leurs études à l'enseignement secondaire. Les filles n'arrivent même pas à achever le premier cycle de l'enseignement fondamental (enseignement primaire).

En outre, l'éducation pour la plupart du temps connaît de nombreux problèmes à Madagascar. A part les problèmes rencontrés aux différents niveaux d'enseignement tels que les problèmes d'infrastructures et d'insuffisance des enseignants, la discrimination envers les filles se trouve un obstacle majeur au développement. De plus, la pauvreté défavorise la collaboration entre les parents et leurs enfants dans le domaine de l'éducation.

Mais comme on a déjà parlé de pauvreté auparavant, Madagascar est classé parmi les pays les plus pauvres du monde. Et dans tous les pays en développement, la pauvreté touche plus le monde rural. Ce qui reflète déjà l'inégale répartition de revenu entre la population rurale et celle qui vit en ville. Une des causes engendrant aussi la pauvreté est l'analphabétisme puisqu'il est reconnu qu'en 2001, près de la moitié de la population n'ont aucun niveau d'instruction. On ne devrait pas donc être étonné de la persistance de la pauvreté à Madagascar.

Quand il s'agit de combattre la pauvreté par le biais de l'éducation, il faut reconnaître d'abord son apport au développement. Ainsi, l'éducation pourrait accroître la productivité parce qu'une main d'œuvre plus éduquée tend à être plus productive et mieux rémunérée. Donc cela aboutirait à une croissance économique qui est indispensable au développement.

En effet, afin d'éliminer la pauvreté à Madagascar, il faut que notre système éducatif pour tous les niveaux d'enseignements soit amélioré pour former des jeunes citoyens qualifiés, compétents et dynamiques, donc capables de résoudre les problèmes actuels. L'éducation est indispensable pour nous tous. Par conséquent, si on veut vraiment lutter contre la pauvreté, il faut que chacun reçoive une éducation (au moins l'éducation de base) et que l'on soit capable de l'exploiter.

Pour terminer, l'éducation est un parmi les bons instruments afin d'éradiquer la pauvreté chez notre pays, donc il faut beaucoup y financer.

INTRODUCTION

Madagascar est classé parmi les pays les plus pauvres du monde. Ainsi, la première préoccupation de nos dirigeants successifs est la recherche des politiques « efficaces » afin de combattre cette pauvreté.

A partir de 1990, la communauté internationale s'est mobilisée pour faire de l'accès universel à l'éducation une priorité des dépenses publiques. Ce n'est pas un hasard qu'une telle décision a été prise mais c'est que l'éducation est essentielle pour la réduction des inégalités et pour l'accès au développement. Elle a des effets mesurables sur la croissance, l'environnement, la santé. Elle favorise la participation des populations à l'exercice de la citoyenneté et donc la stabilité etc.

L'expérience internationale a montré qu'aucun pays n'est parvenu à développer son économie de façon significative et durable sans disposer d'un enseignement de base de masse qui donne à sa population les capacités de lecture, d'écriture et de calcul indispensables à la modernisation de l'économie.

Si telle est donc la portée de l'éducation au développement, on essaiera d'analyser dans les deux premières parties le concept « éducation » et ses contraintes à Madagascar et dans la troisième partie on examinera que l'éducation est vraiment un facteur de développement.

REMIERE PARTIE :

PERCEPTION DE L'EDUCATION

Chapitre 1 : PRESENTATION GENERALE

1. Définitions

D'après le dictionnaire (Hachette encyclopédique édition 2001), l'éducation se définit d'abord comme

- i) L'action de développer les facultés morales, physiques et intellectuelles
- ii) Connaissance et pratique des usages (politesse, bonnes manières, etc) de la société
- iii) Action de développer une faculté particulière de l'être humain.

L'éducation peut être étudiée à des niveaux différentes (au niveau de la famille, ou niveau nationale...). L'éducation dont on parle n'est pas seulement donc l'enseignement reçu dans le cadre scolaire ou universitaire mais aussi celle acquise dans la vie sociale.

Mais ce qu'il faut retenir c'est que « l'éducation doit viser la transformation de l'enfant en un jeune citoyen sain et responsable »¹.

Ainsi, on va entamer l'histoire du système éducatif à Madagascar.

2. Historique

L'éducation est une institution bien enracinée à Madagascar. En effet, la première école fut ouverte il y a 180 ans et les malgaches sont convaincus qu'elle a été et doit rester un facteur de promotion.

Après l'indépendance de 1960, l'histoire du système éducatif est marquée par un succès substantiel de l'élargissement de l'accès à l'éducation, suivi par des baisses vertigineuses au cours des dernières années.

L'éducation est devenu gratuite pour tous les élèves après l'indépendance.

Cette mesure, accompagnée par des augmentations de la part du budget gouvernemental allouée à l'éducation, a eu pour résultat d'accroître le taux brut de scolarisation, le faisant passer de 50% à plus de 100% au début des années 1980 (Banque Mondiale, 1996). Un accroissement impressionnant semblable a été observé dans la fréquentation de l'enseignement secondaire et universitaire.

Toutefois, après le cap des premières années de la décennie 1980, la fréquentation à tous les niveaux d'enseignement a commencé à accuser un déclin. La baisse la plus marquée a touché l'enseignement primaire : le taux brut de scolarisation du primaire a chuté d'environ 140% en 1980 à moins de 80% en 1993-1994. Le déclin général de l'économie malgache

¹ Madagascar les défis d'un développement durable p.47.

pendant cette période qui a entraîné d'ailleurs un accroissement du nombre de malgaches vivant dans la pauvreté, est une des raisons de cette détérioration. Cette situation a, sans nul doute rendu les coûts de scolarisation plus difficiles à supporter pour de nombreux ménages, ces coûts incluant non seulement les dépenses directes, mais aussi la contribution potentielle de l'enfant au revenu du ménage s'il n'avait pas été scolarisé.

Toutefois, il est vraisemblable qu'un autre facteur ayant contribué à ce déclin ait été la détérioration de la qualité des écoles publiques, laquelle détérioration était le reflet de l'inadéquation, et de la chute (depuis la fin de la décennie 1980), de la part allouée à l'éducation dans le budget gouvernemental (Banque mondiale, 1996).

Actuellement, le Gouvernement essaie de faire tous les possibles afin que tous les enfants malgaches puissent fréquenter l'enseignement primaire (ou enseignement fondamental I). Par exemple, on enlève aux parents le paiement du droit d'inscription à la classe primaire. La distribution du kit scolaire en est aussi un autre exemple.

Si tel est l'histoire de l'éducation à Madagascar, cette dernière a son importance dans la vie de chaque individu.

3- Rôles et nécessités de l'éducation

a- L'éducation familiale

On ne peut pas minimiser le rôle détenu par la famille à l'éducation d'un enfant. Un individu, dès son enfance vit auprès de ses parents. Ainsi, ses premières expériences sont acquises au niveau de sa famille.

D'après les spécialistes de l'éducation, les expériences acquises dans les premières années de la vie sont déterminantes pour la croissance et le développement futur de tout le potentiel physique, émotionnel et intellectuel d'un individu.

La famille joue un rôle social, moral mais aussi un rôle éducatif. Sans la famille, personne ne peut vivre pleinement. La famille se trouve être le seul milieu pour un individu où puissent se développer normalement les sentiments les plus forts de l'âme humain.

C'est dans la famille qu'un individu puisse étudier la politesse ou les bonnes manières. On apprend aussi dans le foyer, dès notre enfance les relations de personne à personne, des relations face à face surtout, dans la vie quotidienne, on vit dans une société où l'on devrait se communiquer avec d'autres personnes.

Bref, l'éducation dans la famille reste primordiale. Elle ne se remplace pas et on reconnaît enfin que, mieux que les crèches ou autres institutions destinées à garder les enfants, la

famille est le milieu sûr d'être capable d'aider l'enfant à apprendre les bonnes manières pour s'entretenir ou se communiquer avec les autres.

On reconnaît aussi que la plupart des jeunes délinquants, ou les criminels ou autres types de malfaiteurs proviennent de familles dissoutes ou de familles vivant dans une situation anormale. On en conclut donc que la famille bien construite demeure l'unique source d'une bonne éducation pour les enfants.

b- L'éducation sanitaire

L'éducation dans le domaine sanitaire touche tout le monde, garçon ou fille, homme ou femme. Dommage que les femmes sont plus vulnérables que les hommes, donc il est nécessaire qu'elles soient bien éduquées dans ce domaine.

En ce qui concerne la santé en matière de reproduction et de sexualité, « une augmentation du niveau d'éducation des femmes est souvent perçue comme l'un des meilleurs moyens de parvenir à une réduction de taux de fécondité »². Cela montre en effet que l'éducation sanitaire est bel et bien nécessaire. Elle joue un rôle important à la vie de chaque individu.

On ne peut pas affirmer que l'éducation sanitaire est destinée uniquement pour les filles. Mais comme nous avons dit précédemment, elle est pour tout le monde. Cependant, la négligence de l'éducation des filles aurait un impact sur l'utilisation des ressources, la santé mais surtout sur la mortalité infantile. En effet, une étude de la Banque Mondiale avait confirmé l'existence d'une corrélation négative entre éducation et mortalité infantile et avait mis l'accent sur l'importance de l'éducation des femmes. La Banque Mondiale³ a approuvé que les pays qui avaient favorisé le développement de l'éducation des garçons en négligeant celui des filles connaissaient en 1985, des taux de mortalité environ deux fois supérieurs à ceux des pays où l'écart entre les sexes était moins grand.

Tout ce qu'on a vu à propos de la relation qui existe entre la santé et l'éducation démontre l'importance du rôle joué par l'éducation sanitaire pour chaque individu. Ce qu'il faut préciser de plus, est que l'éducation sanitaire est beaucoup plus importante pour les femmes.

Voilà ce qu'on peut dire sur l'éducation sanitaire, mais comme l'éducation peut être étudiée à des niveaux différents, on essaiera de voir dans le paragraphe suivant l'éducation au niveau national et ses nécessités

² Crise de l'éducation en Afrique, 1994 p.98 (Philippe Hugon)

³ Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1991.

c. L'éducation formelle

L'éducation est la clé de l'avenir. Elle seule permet aux enfants d'apprendre à maîtriser la vie et à venir à bout de problèmes. L'éducation formelle comporte différentes sortes d'enseignements regroupant l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et les centres de formation professionnelle et enfin l'enseignement supérieur.

c.1. L'enseignement primaire

L'enseignement primaire revêt une importance particulière. Pour les gens des pays en développement, il est généralement l'unique chance de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de l'exploitation.

L'enseignement primaire recouvre l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. D'autres contenus doivent néanmoins s'y ajouter, de même que l'acquisition d'aptitudes qui facilitent la vie quotidienne, comme des connaissances de base dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'hygiène, ou encore la capacité d'identifier et de résoudre des problèmes.

La banque mondiale a étudié les conséquences positives de l'éducation primaire. Elle constate qu'aucun investissement dans le développement n'a des effets plus durables. Selon une étude réalisée dans 13 pays pauvres, les petits paysans ayant reçu une éducation de base sont plus productifs que ceux qui ne sont pas allés à l'école.

L'éducation primaire est particulièrement importante pour les filles. En effet, dans beaucoup de pays, seules les filles et les femmes éduquées ont la chance d'échapper à une dépendance et une oppression à vie.

Il est à noter aussi que, plus le niveau d'éducation de la mère est élevé, plus la mortalité infantile est faible. Selon des études, « l'éducation primaire des filles réduit ultérieurement le taux de mortalité de leurs enfants d'environ 10% par an »⁴

Déjà, l'éducation primaire est indispensable pour chacun de nous. Que peut-on dire alors de l'éducation secondaire et ses fonctions ?

c.2. L'enseignement secondaire

Chaque individu commence à augmenter et même à approfondir ses connaissances dans l'enseignement secondaire et on estime que l'on soit capable de résoudre efficacement certains problèmes quand on est dans un tel stade.

⁴ Développement et Coopération, Déc 2001, p.8.

L'enseignement secondaire comprend deux cycles bien distincts : le collège et le Lycée. Au second cycle de l'enseignement secondaire qu'une personne est supposée d'être mature. Ainsi, on peut comparer l'enseignement secondaire à l'état d'une personne. D'abord, le premier cycle de cet enseignement semble être l'état d'un individu qui atteint son âge de puberté. C'est à partir de ce moment là que tout ce qui fait la personne d'être un homme ou une femme commence à apparaître.

On pense donc qu'une personne qui a passé le premier cycle de l'enseignement secondaire a déjà acquis quelques expériences de la vie.

Quant au second cycle de l'éducation secondaire, ce dernier transforme l'individu en une personne cultivée, intelligente mais peut être aussi dynamique. L'enseignement secondaire prépare déjà la personne à l'entrée au monde du travail. Cela du fait que dans les pays en développement comme Madagascar, les gens n'arrivent pas tous à terminer ses études avant d'entrer au marché du travail.

c.3. L'enseignement technique et professionnel et l'enseignement supérieur

En parlant de l'enseignement technique et professionnel ou l'ETP, ce dernier tient un rôle important au niveau de chaque individu.

Chacun prépare son avenir en essayant d'avancer la vie dans le domaine du travail .

Il se trouve que l'ETP est un atout pour ceux qui ne peuvent pas continuer ses études dans des grandes écoles comme l'INSCAE ou l'ISCAM et voire à l'Université. L'individu s'habitue déjà au monde professionnel.

Concernant l'enseignement supérieur, ce dernier pourrait être considéré comme la dernière étape à suivre avant d'accéder au premier emploi.

C'est l'enseignement supérieur qui sépare donc le monde théorique à celui du travail.

Même si la possession d'un diplôme n'est pas assez suffisante pour obtenir un emploi, il est déjà un élément important qui peut nous aider à trouver du travail.

A part l'obtention d'un diplôme, un individu qui a réussi ses études à l'enseignement supérieur est supposé être capable d'affronter tous les problèmes devant lui.

Enfin, il faudrait souligner le rôle de l'enseignement supérieur dans les PMA, non seulement en termes d'apprentissage et de production de connaissances, mais également en tant que point focal du développement social et économique.

Bref, l'ETP et l'enseignement supérieur constituent les points d'entrée majeurs pour la formation scientifique et technologique et la préparation au monde du travail.

C'est ce qu'on vient de citer ci-dessus ne concerne que l'éducation formelle. Mais qu'en est-il de l'éducation non formelle ?

d. L'Education non formelle

D'abord, l'éducation non formelle est chargée par le ministère de la population. Elle est extrascolaire.

Le système d'éducation non formelle est reconnu par l'Etat du fait que la performance du système d'éducation formelle paraît encore non satisfaisante.

Le deuxième rapport national de développement humain 1999 a défini que l'éducation non formelle est constituée de toute activité éducative en dehors du système formel.

L'éducation non formelle joue donc un rôle important pour chaque individu parce qu'elle est censée offrir des possibilités d'apprentissage à tous ceux qui n'ont pas pu profiter du système formel pour leur préparation et insertion à la vie active. Elle représente donc pour eux l'unique possibilité d'apprendre et, en tant que telle, devrait faire partie intégrante d'un cadre d'action pour le développement social et l'élimination de la pauvreté. C'est donc une opportunité, surtout pour les femmes analphabètes de profiter de l'éducation non formelle, puisqu'il semble que la manque d'instruction influe négativement sur leur comportement, et les situations sanitaires et nutritionnelles.

L'éducation est donc indispensable pour chaque individu. Quels sont les éléments déterminants de son investissement à Madagascar ?

Chapitre 2 : LES INVESTISSEMENTS DANS L'EDUCATION A MADAGASCAR

Dans les PMA, beaucoup d'enfants ne peuvent plus continuer ses études à l'enseignement secondaire. Ainsi, à Madagascar, ce dernier est de loin moins prédominant que l'enseignement primaire, tout particulièrement en zone rurale.

1. Les déterminants des inscriptions du secondaire

a. Les distances jusqu'aux écoles et l'infrastructure routière

Dans les régions rurales, il y a souvent trop peu d'écoles. Les enfants doivent alors effectuer de longs trajets pour aller à l'école la plus proche. En effet, beaucoup de parents renoncent à y envoyer leurs enfants. Un examen des moyennes du tableau⁵ ci-dessous montre que relativement peu de ménages de cet échantillon (enfants de 12-18 ans) à dominance rurale jouissent de l'accès aux écoles secondaires locales. Seulement 24% des communautés enquêtées disposent d'une école secondaire du premier cycle dans leur village ou ville, et cette proportion pour l'école secondaire du second cycle est légèrement inférieure à 10%. Les distances moyennes jusqu'aux écoles secondaires de premier et de second cycle (qu'elles soient ou non locales) sont appréciables : 15 kilomètres et 41 kilomètres respectivement pour chaque cycle .

Tableau 1 : Enfants de 12-18 ans : indicateurs de présence et de distance d'écoles secondaires

| | Située dans village/ville | Distance jusqu'à l'école la plus proche (km) |
|------------------------|----------------------------------|---|
| Type d'école | | |
| Secondaire | 0,24 | 15 |
| 1 ^{er} cycle | | |
| Secondaire | 0,10 | 41 |
| 2 ^{ème} cycle | | |

Source : INSTAT/EPM

On pourrait s'attendre par conséquent à ce que les inscriptions du secondaire chez la population rurale soient sous la contrainte des difficultés et de la question de temps occasionnés par les allers-retours entre domicile et école.

Tout cela montre donc que la distance jusqu'aux écoles constitue un des facteurs influençant les décisions de s'inscrire à l'école secondaire surtout pour le second cycle.

⁵ Services d'éducation et de santé à Madagascar : l'éducation et les déterminants de la demande Juin 2000.

En outre, l'infrastructure routière est aussi un facteur qui détermine l'inscription à l'enseignement secondaire. En effet, l'existence d'une route pavée dans le village ou ville a un impact positif et significatif sur les inscriptions du secondaire.

La distance séparant l'école et le foyer et l'existence d'une route pavée sont tous des facteurs qui déterminent l'inscription à l'enseignement secondaire. Seulement l'une a un effet négatif sur l'inscription et l'autre a un impact positif.

b. Un plus grand nombre d'enfants de moins de 5ans et l'existence d'un plus grand nombre d'enfants de sexe féminin âgés de 15 à 20ans

D'un côté, si dans une famille, les enfants âgés de moins de 5 ans sont nombreux, cela aurait pour conséquence de réduire les probabilités d'inscription dans le secondaire. Ceci pourrait refléter une concurrence en termes de ressources entre les besoins scolaires des enfants plus âgés et les besoins nutritionnels et autres des jeunes enfants, ou encore refléter le fait que les enfants plus âgés sont obligés de rester à la maison pour s'occuper de leurs jeunes cadets et sont ainsi inaptes à fréquenter l'école.

D'un autre côté, un plus grand nombre d'enfants de sexe féminin âgés de 15 à 20 ans fait augmenter le nombre des inscriptions dans le secondaire, peut être parce que les filles de ce groupe d'âges peuvent remplacer les enfants scolarisés aux travaux ménagers, leur permettant ainsi de se rendre à l'école.

On remarque que le nombre d'hommes de 21 à 65 ans augmente aussi les probabilités d'inscription dans le secondaire. Ceci peut également refléter les effets d'allocation de temps, puisqu'il y aurait plus de travailleurs dans la famille pour remplacer les enfants scolarisés aux activités agricoles ou autres travaux génératrices de revenu.

c. Le niveau d'instruction des parents

Le niveau d'instruction des parents joue un rôle important dans la détermination de l'inscription dans l'enseignement secondaire. En effet, les enfants dont les parents ont un niveau d'instruction relativement élevé sont particulièrement avantagés quand il s'agit de continuer leurs études au-delà de l'enseignement primaire.

Ainsi, le tableau⁶ qui va suivre ci-après montrera que, comme pour la demande d'enseignement primaire, en référence aux études de la mère et du père, les coefficients marquant les études secondaires ou l'enseignement supérieur sont beaucoup plus grand que ceux marquant les études primaires.

⁶ Résultat du modèle probit pour l'inscription dans l'école secondaire. La catégorie de province exclue est Antananarivo.

Ce qu'il faut préciser c'est que dans ce tableau, tous les déterminants de l'inscription dans l'école secondaire vont apparaître y compris le niveau d'instruction des parents.

Tableau 2 : Enfants de 12-18ans : Déterminants de l'inscription dans l'école secondaire

| | Tous les enfants de 12-18ans | | Etudes primaires accomplies | |
|--|---|------------------------|------------------------------------|------------------------|
| Variable Intercepte | Coefficient | Statistiquement | Coefficient | Statistiquement |
| Distance jusqu'à l'école secondaire du premier cycle (km) | -0,354 -0,062 | -0,693 -6,338 | 5,725 -0,066 | 6,247 -5,213 |
| Distance jusqu'à l'école secondaire du 2 ^{ème} cycle (km) | -0,002 | -1,249 | 0,000 | -0,115 |
| Route pavée dans le village | 0,337 | 2,980 | 0,704 | 3,904 |
| Femelles | -0,119 | -1,059 | -0,387 | -2,203 |
| Age | -0,079 | -2,751 | -0,329 | -6,529 |
| Dépenses du ménages par tête/10.000 | 0,000 | 1,309 | 0,000 | 0,047 |
| Nombre d'enfants < 5ans | -0,121 | -2,202 | 0,002 | 0,022 |
| Nombre d'enfants de 5 à 14ans | 0,027 | 0,762 | 0,082 | 1,439 |
| Nombre de garçons de 15 à 20ans | 0,030 | 0,496 | -0,056 | -0,616 |
| Nombre de filles de 15 à 20ans | 0,161 | 2,235 | 0,183 | 1,603 |
| Nombre de garçons de 21 à 65ans | 0,133 | 2,126 | 0,021 | 0,198 |
| Nombre de femmes de 21-65ans | -0,010 | -0,142 | -0,045 | -0,404 |
| Nombre d'adultes de > 65ans | 0,002 | 0,014 | -0,030 | -0,168 |
| Mère avec éducation primaire | 0,482 | 4,059 | -0,197 | -0,958 |
| Mère éducation secondaire.sup. | 1,363 | 6,461 | 0,398 | 1,192 |
| Mère dont on, n'a pas d'information sur éducation | -0,586 | -1,404 | -0,727 | -1,230 |
| Père avec éducation primaire | 0,178 | 1,358 | 0,073 | 0,340 |
| Père éducation secondaire ou sup | 1,120 | 6,212 | 0,806 | 2,832 |
| Père dont on n'a pas d'information sur éducation | 0,366 | 1,344 | 0,054 | 0,112 |
| Fianarantsoa | -0,381 | -2,528 | -0,636 | -2,794 |
| Toamasina | 0,031 | 0,185 | -0,069 | -0,280 |
| Toliara | -0,082 | -0,432 | -0,456 | -1,613 |
| Mahajanga | -0,011 | -0,068 | 0,259 | 0,938 |
| Antsiranana | 0,359 | 2,082 | 0,373 | 1,361 |
| Nombre d'observations | 1979 | | 480 | |

Source : INSTAT/EPM

Il y a donc certaines limites pour les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Mais, on verra ensuite l'analyse du financement par l'Etat.

2. Budget de l'Etat consacré dans le domaine de l'éducation

a. Source de financement

Quand on parle du financement de l'éducation à Madagascar, on se réfère tout de suite aux ressources internes de l'Etat qui sont destinées à financer le secteur éducation. C'est vrai que l'Etat est le premier qui devrait financer ce domaine par le Programme d'Investissement Public ou PIP. Pourtant, ces ressources ne sont pas suffisantes. Dans ce cas, il faut faire appel aux aides extérieures (emprunt, dons).

Ainsi des projets sont à élaborer et ce sont les bailleurs de fonds qui s'en chargent. Par exemple l'Agence Internationale pour le Développement ou IDA a financé la réhabilitation et extension d'école, formation par le Crédit pour le Renforcement du Secteur Educatif ou CRESED II avec 47,700 Millions de DTS pour 5 ans (1998 à 2002). L'UNICEF/NORAD (Norvegian Agency of Development) ont aussi investi dans un contrat programme, formation et extension d'Ecoles, 13.600.000US \$ de 1996 à 2000.

Ces organismes ne sont qu'une partie de ceux qui collaborent avec l'Etat malgache dans le financement de l'Education.

Ce qu'il faut remarquer c'est que chacun de ces bailleurs de fonds investit dans un domaine bien défini mais cela c'est toujours dans le secteur éducation. Ainsi, la Banque Mondiale ou BM ne finance que des activités d'Information/Education/Communication (IEC) intégrées dans un programme plus vaste alors que les organismes onusiens investissent dans des programmes spécifiques d'éducation des adultes initiés par le ministère de la population.

b. Evolution des crédits alloués au secteur éducation

En terme courant, la part des ressources publiques allouées à l'éducation n'a cessé de croître depuis 1994. En 5 ans, c'est à dire de 1995 à 1998, la proportion de ce budget par rapport au budget de l'Etat a gagné 5,2 points passant de 5,5% à 10,7%.

Le tableau ci-dessous montrera l'évolution du budget de fonctionnement des ministères chargés de l'Education et de la formation.

Tableau 3 : Evolution du Budget de fonctionnement des Ministères chargées de l'Education et de la Formation (en milliard de FMG)

| | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|--------------------------------------|--------|---------|---------|---------|---------|
| PIB au prix du marché | 9131,2 | 13478,7 | 16244,4 | 18050,8 | 20189,8 |
| Budget de l'Etat | 2521,9 | 2863,4 | 2966,4 | 3073,2 | 3852,3 |
| Education (MINESEB, MINESUP, METFP) | 138,6 | 211,6 | 255 | 300,1 | 413,1 |
| Budget MINESUP | 34,1 | 38,1 | 41,8 | 50,1 | 64,3 |
| Budget METFP | | 9,6 | 13,1 | 14,5 | 17,6 |
| Budget MINESEB | 104,5 | 163,9 | 200,1 | 235,5 | 338,5 |
| Budget Education primaire | 69 | 76,2 | 79,7 | 87 | 156,1 |
| Budget Education/PIB (%) | 1,5% | 1,6% | 1% | 1,7% | 2,0% |
| Budget MINESEB/PIB (%) | 1,1% | 1,2% | 1,2% | 1,3% | 1,7% |
| Budget MINESEB/budget Education, (%) | 75,4% | 77,5% | 78,5% | 78,5% | 80,5% |
| Budget MINESUP/budget Education | 24,6% | 18,0% | 16,4% | 16,7% | 15,3% |
| Budget METFP/budget éducation (%) | | 4,5% | 5,1% | 4,8% | 4,2% |
| Budget Education/Budget Etat (%) | 5,5% | 7,4% | 8,6% | 9,8% | 10,7% |
| Budget Primaire/Budget MINESEB (%) | 66,0% | 46,5% | 39,8% | 36,9% | 46,1% |

Source : MINESEB/MINESUP/METFP

On constate d'après les données du tableau que l'enseignement primaire et secondaire général bénéficiant de plus des trois quart du budget alloué à l'éducation voit cette part augmenter au cours des 5 dernières années (1994 à 1998). Au sein de ce ministère, la proportion du budget alloué à l'enseignement primaire a diminué dans l'ensemble malgré une hausse en fin de période sans toutefois atteindre le niveau de 1994.

On constate aussi que les crédits alloués au ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle sont insignifiants.

Pour ce qui concerne la proportion du budget par rapport au PIB, on assiste à une augmentation en fin de période.

Le budget consacré au secteur éducation comporte 2 types de dépenses : les dépenses de fonctionnement (rémunération des enseignants, fourniture de matériels d'enseignement) et les dépenses d'investissement (nouvelle construction ou réhabilitation d'école, autre construction).

Dans le tableau suivant, on verra l'évolution des budgets de fonctionnement et des Investissements par sous-secteur.

Tableau 4 : Budgets de fonctionnement et des Investissements par sous secteur en 1997 et 1998 (en milliard de FMG)

| Sous secteur | 1997 | | 1998 | |
|--------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|
| | Total budget | dont investissement | Total Budget | dont Investissement |

| | | | | |
|---------|-------|------|-------|-------|
| MINESEB | 287,9 | 52,4 | 413,9 | 75,4 |
| MINESUP | 62,7 | 12,6 | 94,2 | 29,9 |
| METFP | 30,7 | 16,2 | 27,1 | 9,5 |
| TOTAL | 381,3 | 81,2 | 535,2 | 114,8 |

Source : Ministère de la décentralisation du Budget, MINESEB, MINESUP, METFP

Bien qu'il y ait une progression du budget consacré dans le domaine de l'éducation durant les périodes de 1994 à 1998, cela paraît encore trop faible. En effet, l'Etat malgache depuis ce nouveau millénaire a fait augmenter d'une somme importante les crédits alloués à ce secteur.

D'après le « Rapport Mondial sur le Développement Humain 2004 », cette part allouée au secteur éducation atteint actuellement 32,8% des dépenses publiques. Cela semble déjà farameux mais ce qui est malheureux c'est que le budget accordé à l'enseignement technique et de la formation professionnelle ne dépasse pas le 6% du budget alloué à l'éducation.

Voilà donc ce qu'on peut dire à propos du financement de l'éducation à Madagascar. Dans le chapitre suivant on va essayer d'analyser les contraintes de l'éducation chez notre pays.

Chapitre 3 : LES CONTRAINTES DE L'EDUCATION A MADAGASCAR

Madagascar a reconnu différentes sortes de problèmes dans le domaine éducatif. Ainsi, dans ce nouveau chapitre on examinera la nature de ces problèmes.

1. Un retrait de l'école plus précoce chez les filles

La tradition est encore très vivace dans la société malgache. Ainsi, les rôles prédestinés aux femmes sont de rester au foyer, d'exécuter les tâches domestiques et de s'occuper de leurs enfants. C'est pour cela que les études trop poussées ne sont plus nécessaires pour elles. Il suffit que les femmes savent lire, écrire et compter.

Une étude menée sous l'égide de l'UNICEF a conclu que les filles sont « sensiblement plus sujettes à interrompre précocement leurs études au-delà de l'âge de 11ans »⁷. En effet, l'étude a montré que les filles abandonnent l'école dès la classe de 9^{ème} et sur 100 filles qui débutent ensemble l'école primaire, 30 arrivent en fin de cycle.

Le tableau suivant montrera le taux de redoublement, d'abandon et de survie selon le sexe en primaire.

Tableau 5 : Taux de redoublement, d'abandon et de survie selon le sexe en primaire
(1999-2000)

| | 11 ^{ème} | 10 ^{ème} | 9 ^{ème} | 8 ^{ème} | 7 ^{ème} |
|----------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| Taux de redoublement | | | | | |
| - Garçon | 39,9% | 27,0% | 28,6% | 22,4% | 25,7% |
| - Fille | 39,7% | 27,7% | 30,3% | 25,9% | 25,4% |
| Taux d'abandon | | | | | |
| - Garçon | 10,9% | 15,3% | 10,7% | 20,3% | |
| - Fille | 10,6% | 13,2% | 29,2% | 15,4% | |
| Taux de survie | | | | | |
| - Garçon | 100,0% | 81,9% | 64,6% | 54,8% | 40,1% |
| - Fille | 100,0% | 82,3% | 67,0% | 38,4% | 30,1% |

Source : Tableau de bord social, secteur éducation, Juillet 2002, MINESEB/PNUD

Bref, le statut de la femme dans la société malgache ne lui laisse pas la moindre chance de continuer ses études même pour finir l'enseignement primaire.

2. L'absence de collaboration entre les parents et les enfants

⁷ Rapport National sur le Développement Humain, 2003 p.82.

Dans les pays en voie de développement comme Madagascar, les parents et leurs descendants sont loin d'être en collaboration. On est déjà pressé par la vie, donc on ne sait plus ce qui se passe avec l'enfant. Telle est la situation vécue par certaines familles malgaches. On n'a plus du temps pour s'occuper de notre descendant, l'emploi du temps est chargé.

En effet, il arrive que la surveillance de l'éducation de l'enfant se trouve être négligée. Ce dernier se débrouille tout seul pour réussir ses examens. Et cela ne serait pas facile pour l'enfant du fait qu'il a encore besoin d'être surveillé au niveau de ses études. Il ne pourra jamais comprendre ce qui lui attendra dans l'avenir s'il agit d'une manière ou d'une autre.

Le manque de collaboration entre les parents et les enfants serait donc le comble de tout, puisque pour arriver à une fin, il faut travailler ensemble. Et notre fin est ici de faire réussir l'éducation de nos enfants.

3. Les problèmes d'infrastructures et l'insuffisance des enseignants

L'insuffisance des enseignants, des écoles et des matériels scolaires est un des problèmes qui affecte la scolarité en général. Par exemple, si on prend le cas de l'enseignement primaire, pour l'année 2001, on a compté que pour une salle de classe, il y a 60 enfants scolarisables et 1 maître d'école pour 57 enfants scolarisables. Ces ratios sont pratiquement bien différents à cause de l'inégale répartition des écoles et des enseignants entre les différentes localités. Ce qui signifie que pour certaines régions, il y aurait une surdotation en enseignants et pour d'autres régions une sous dotation. Ce serait la même chose en matière d'infrastructures. L'asymétrie est plus accentuée en zones rurales et en province. Ainsi on prétend que « 28% des écoles primaires sont mal dotées et 43% sont sur dotées en enseignants en zones urbaines contre 38% de mal dotées et 22% de sur dotées en zones rurales, 13% de mal dotées et 78% de sur dotées dans la ville d'Antananarivo contre 62% de mal-dotées et 78% de sur dotées dans la province d'Antsiranana »⁸.

⁸ Rapport National de Développement Humain, 2003, p.85.

4. Les problèmes rencontrés au niveau des différents types d'enseignement

Nombreux sont les obstacles qu'on peut rencontrer au niveau de ces différents types d'enseignement. Mais, ce qu'on énumère ci-après sont les plus importants.

a. Au niveau de l'enseignement primaire

Si on se concentre dans le domaine intellectuel de l'éducation, on pourra dire que l'éducation d'un individu débute dès l'éducation de base. Cependant, le système éducatif au niveau de l'enseignement primaire a rencontré et rencontre encore de nombreux problèmes.

Dans les pays en développement comme le nôtre, la langue utilisée pour enseigner dès la classe primaire est la langue étrangère qui est le « français ». Par conséquent, il arrive parfois que la plupart des élèves ne comprennent pas ce qu'on voudrait leur transmettre. Alors, ils ne font que de réciter ce qu'ils ont appris à l'école. D'après le « Rapport Mondial sur le développement humain 2003 », les élèves apprennent plus vite à lire lorsqu'on s'adresse à eux dans la langue qui leur est la plus familière, et peuvent en outre apprendre une seconde plus rapidement. A part l'utilisation de la langue étrangère dans l'enseignement, l'insuffisance des compétences des instituteurs à défaut de ressources financières agrave une telle situation.

Par ailleurs, les matériels et équipements pédagogiques, les écoles et les enseignants sont insuffisants. En effet, il faut effectuer un long trajet pour rejoindre l'école. Le « Rapport National de Développement humain, Madagascar 2003 » a affirmé que pour 60% des enfants, l'école la plus proche est à plus de 5km à pied de leurs lieux d'habitation.

Les premières victimes de cette insuffisance sont la population rurale. Par exemple, il existe un EPP (Ecole Primaire Publique) d'un village éloigné de la région de Sofia où les élèves pour toutes classes confondues ne sont encadrés que par un unique instituteur qui fait aussi office de directeur. En plus, l'étude se fait en s'asseyant par terre, faute de tables-bancs.

Pour Madagascar, l'un des grands problèmes au niveau de l'enseignement primaire réside dans le redoublement. Ainsi, le taux de redoublement demeure assez important, tournant autour de 30%.

Le tableau suivant montrera l'évolution des pourcentages des redoublants en classe primaire à partir de l'année 2000.

Tableau 6 : Evolution des pourcentages de redoublants de 2000-2001 en 2003-2004
 (Primaire)

| | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 |
|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Antananarivo | 25,40% | 25,50% | 24% | 25,0% |
| Antsiranana | 33,70% | 32,30% | 32,70% | 33,80% |
| Fianarantsoa | 32,50% | 32,90% | 31,50% | 31,80% |
| Mahajanga | 29,20% | 30,90% | 30,60% | 31,70% |
| Toamasina | 36,30% | 36,10% | 33,60% | 36,10% |
| Toliara | 26,70% | 30,20% | 28,80% | 28,0% |
| Madagascar | 30,20% | 30,60% | 29,30% | 30,4% |

Source : Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

b. Au niveau de l'enseignement secondaire général et de l'enseignement technique et professionnel

b.1. L'enseignement secondaire général

Comme dans le primaire, l'enseignement secondaire souffre aussi de l'insuffisance des matériels scolaires, des écoles et des enseignants. Par conséquent, on devrait effectuer plus de dizaines de kilomètres pour aller à l'école. En sus de cela, quand on arrive à l'école, la méthode utilisée pour enseigner n'est pas trop satisfaisante. Cela pourrait être à cause du manque de compétence des instituteurs et aussi de l'insuffisance précitée.

A Madagascar, le taux net de scolarisation pour l'enseignement secondaire ne sont seulement que de « 8% et 38% »⁹ respectivement pour les zones rurale et urbaine. On trouve déjà ces taux trop faible surtout pour la zone rurale alors que si on prend par exemple l'année scolaire 1999-2000, le taux de redoublement pour la fin du premier cycle tourne autour de 26% pour tous les sexes et celui du fin de second cycle atteint à peu près 32%.

Ce qui signifie que, malgré le fait qu'une minorité fréquente l'enseignement secondaire, le taux de redoublement paraît encore élevé. Le tableau ci-après nous fait voir les taux d'abandon et de survie dans le secondaire général pour l'année 1999-2000.

⁹ INSTAT/Services d'éducation et de santé à Madagascar : l'utilisation et les déterminants de la demande (Juin 2000).

Tableau 7 : Taux d'abandon et de survie dans le secondaire 1^{er} et 2nd cycle (1999-2000)

| | 1 ^{er} cycle | | | | 2 ^{ème} cycle | | |
|----------------------|-----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|------------------|-------|
| | 6 ^{ème} | 5 ^{ème} | 4 ^{ème} | 3 ^{ème} | 2 ^{nde} | 1 ^{ère} | Term |
| Taux de redoublement | | | | | | | |
| - Garçon | 16,1% | 12,5% | 13,2% | 26,2% | 10,3% | 11,6% | 32,5% |
| - Fille | 15,5% | 12,8% | 13,7% | 26,9% | 10,0% | 10,3% | 31,0% |
| Taux d'abandon | | | | | | | |
| - Garçon | 13,5% | 9,6% | 6,1% | 35,9% | 16,0% | -4,4% | |
| - Fille | 13,4% | 11,7% | 5,2% | 35,7% | 14,9% | -6,0% | |
| Taux de survie | | | | | | | |
| - Garçon | 100% | 84,0% | 74,8% | 68,8% | 35,3% | 28,9% | 30,8% |
| - Fille | 100% | 84,2% | 72,9% | 69,3% | 35,5% | 29,5% | 31,0% |

Source : Tableau de bord social, secteur éducation, Juillet 2002 MINESEB/PNUD

b.2. L'enseignement technique et professionnel (ETP)

Malgré le fait qu'actuellement, des centres de formation professionnelle sont créés partout, surtout dans le centre ville d'Antananarivo, l'ETP n'occupe qu'une place relativement modeste dans le système éducatif malgache. En effet, ce secteur accueille aujourd'hui moins de 6%¹⁰ des élèves inscrits dans l'enseignement, le problème réside dans la recherche d'un emploi. Bien que le nombre de diplômés à « vocation professionnelle immédiate » est faible, ceux-ci ont encore des difficultés de trouver une place sur le marché du travail.

D'autres problèmes existent encore pour ceux qui ont décidé d'entrer dans l'enseignement supérieur pour y poursuivre leurs études. Ce qui n'est pas bien c'est que leurs études n'ont rien à voir avec leurs précédentes informations.

Exceptionnellement pour les filières industrielles, ces établissements connaissent des problèmes d'adéquation de leurs produits par rapport aux besoins du marché de l'emploi. En outre, leurs coûts de fonctionnement demeurent élevés à cause de pratiques de gestions héritées des anciennes administrations politisées.

¹⁰ Ministère de l'Education Nationale et de Recherche Scientifique ou MENRS.

c. Au niveau de l'enseignement supérieur

Ces derniers temps, l'enseignement supérieur a vécu de nombreux problèmes : doléances des enseignants-chercheurs de l'Université d'Antananarivo, grève des étudiants de Mahajanga et autre revendication. Ce genre de mouvement survient presque chaque année scolaire. Ce qui pourrait empêcher donc l'année scolaire de se bien dérouler.

Par ailleurs, la crédibilité de l'enseignement supérieur s'est nettement détériorée. En effet, les études universitaires ne débouchent plus depuis quelques temps sur l'emploi. Ce qui fait qu'actuellement, nombreuses sont les personnes qui ont fait des études supérieures mais qui restent chômeurs involontairement jusqu'à nouvel ordre.

L'Université forme des généralistes alors que le marché de l'emploi requiert des spécialistes. Une telle situation pousse les bacheliers qui « ont beaucoup d'argent » à s'inscrire dans des instituts privés comme l'INSCAE, l'ISCAM etc.

D'autres problèmes demeurent encore dans l'enseignement supérieur à part tout ce qu'on a déjà vu précédemment. D'abord, certains enseignants titulaires sont déjà décédés et d'autres vont vieillir. On se pose donc la question suivante : « qui vont les succéder ? » puisque le problème c'est qu'on n'a pas encore trouvé ceux qui vont remplacer les enseignants morts. En plus de cela, les jeunes d'aujourd'hui hâtent d'entrer au monde du travail donc ce n'est qu'une minorité arriverait à poursuivre ses études jusqu'à l'étude doctorale ou le plus haut degré possible. Ce problème paraît ne pas être grave en ce moment, mais cela pourrait le devenir demain.

En outre, les infrastructures sont insuffisantes et celles qui existent encore sont déjà obsolètes. Par exemple, on n'arrive pas quelque fois à entendre ce que le professeur dit à cause de la vestucité du microphone, tout est confondu. Quelques fois aussi, on tombe par terre parce que les table-bancs sont déjà vieux ; des fois une table-banc destinée pour deux personnes est assise par quatre personnes. Tous ceux-ci ne sont que des exemples tolérants mais ce qui semble le plus malheureux c'est que dans quelques salles de classe, les ampoules sont tous brûlées alors qu'on ne sort pas de cette salle que vers 17 heures ou même vers 18 heures du soir (au temps d'hiver). Ce qui signifie qu'on étudie dans le noir.

En ce qui concerne « le taux de redoublement, celui-ci demeure important puisque dans les facultés, plus du tiers des étudiants redoublent et guère plus de 30% parviennent en dernière année du 2nd cycle. On note que l'enseignement à distance a pour sa part un rendement interne faible avec près de 80% d'inscrits qui abandonnent à l'issue de la première année et moins de 5% qui contiennent leur diplôme »¹¹.

¹¹ Informations données dans « Madagascar, les défis d'un développement durable, Août 2002 ».

On a vu dans cette première partie l'importance de l'éducation et ses contraintes à Madagascar. Pour mieux approfondir donc la contribution de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté, on essaiera d'abord, d'analyser dans la partie suivante la pauvreté à Madagascar.

DEUXIEME PARTIE :
ANALYSE DE LA PAUVRETE
A MADAGASCAR

Chapitre 1 : DEFINITIONS ET CARACTERISTIQUES DE LA PAUVRETE

1. Définitions

a. Qui sont les pauvres ?

- Le dictionnaire Hachette encyclopédique édition 2001, a défini le concept « pauvre » comme étant celui qui n'a pas le nécessaire qui manque de biens, d'argent.
- « Les pauvres sont ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter de quoi satisfaire leurs besoins alimentaires de base et non alimentaire de première nécessité »¹².
- « Les extrêmement pauvres sont ceux dont les dépenses totales leur permettent tout juste d'acheter le panier d'aliments de référence correspondant à 2100 calories »¹³.
- Les normes internationales définissent les pauvres, comme les individus dont les ressources sont insuffisantes pour consommer, en plus des éléments non alimentaires indispensables¹⁴, une ration alimentaire de 2133 calories par jour, le minimum censé être nécessaire pour entretenir une vie normale et active.

b. La pauvreté

La notion de pauvreté vient du mot pauvre ; elle désigne donc le manque de biens, l'insuffisance des choses nécessaires à la vie.

Il existe deux types de pauvreté : la pauvreté absolue et la pauvreté relative.

La pauvreté absolue est définie comme la dépense pour un minimum de biens alimentaires assurant la reproduction physiologique, plus un nombre conventionnel d'autres dépenses déterminées à partir des budgets familiaux les plus modestes.

La pauvreté relative se calcule en tenant compte de la répartition du revenu d'une population donnée et le seuil de pauvreté est défini par un quintile déterminé.

La pauvreté a connu différents traitements dans la pensée du développement et son éradication relève en principe de l'urgence pour la politique économique, depuis longtemps. Si telle est la préoccupation pour combattre la pauvreté, on analysera dans le paragraphe suivant ses caractéristiques à Madagascar.

¹² Madagascar, évaluation de la pauvreté, volume 1, p.4.

¹³ Madagascar, évaluation de la pauvreté, volume 1, p.4.

¹⁴ Comme par exemple, les vêtements et autres articles de première nécessité.

2. Caractéristiques de la pauvreté

a. Le niveau de pauvreté mesuré par différents types de taux

En appliquant, la définition de la pauvreté selon les normes internationales, le seuil de pauvreté a été évalué à 988.600Fmg par an par individu en 2001, ce qui a permis de calculer l'incidence de la pauvreté.

La taux de pauvreté est estimé de 69,6% en 2001. Ce taux détermine la proportion de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Les performances économiques étaient en baisse entre les années 1991 et 1996. Ceci était à cause des raisons diverses. Par exemple, à cet époque, il y avait le mouvement populaire; le changement du gouvernement était aussi assez fréquent. Cette baisse a agit mal sur la situation de pauvreté. Par conséquent cette dernière s'est détériorée en 1997, si on la compare avec celle qui était en 1993 (73,3% contre 70,0%). Heureusement, depuis 1997, on a observé le redressement économique et le taux de pauvreté en l'an 2000 était estimé à 70,2%. Cette amélioration s'est poursuivie jusqu'en 2001 pour atteindre une baisse de l'incidence de pauvreté de 69,6%.

Malgré cela, Madagascar est encore classé parmi les pays les plus pauvres du monde. Ainsi, l'indicateur de pauvreté humaine (IPH)¹⁵ permet de situer le progrès de Madagascar par rapport aux autres pays.

L'IPH a varié entre 0,517 et 0,467 respectivement en 1997 et 1999. Ce qui se traduit par une amélioration de la répartition du développement humain au sein de la population. Mais ces chiffres ne valent rien puisque Madagascar avec ces taux, fait partie des pays dont la pauvreté humaine est élevée.

b. Profil de la pauvreté

Comme dans plusieurs pays africains, la pauvreté persiste surtout dans les zones rurales. De plus, elle varie d'une région à l'autre ainsi que suivant les groupes socio-économiques et le genre.

b.1. La pauvreté touche 85% de la population rurale

La majorité des pauvres habitent en milieu rural. En 2001, cela a atteint 85% et 15% seulement pour ceux qui habitent en ville.

¹⁵ La valeur de l'IPH traduit les manques dans la plupart des capacités humaines de base (vivre longtemps, acquérir des connaissances et bénéficier d'un niveau de vie correct). La valeur de l'IPH varie de 0 à 1 et permet ainsi d'établir des comparaisons temporelles ou spatiale.

Il se trouve que les ménages urbains semblent avoir une vie beaucoup plus décente que les ménages ruraux. Ceci est déterminé par les consommations par tête puisqu'en milieu rural, ces consommations sont inférieures au seuil de pauvreté et représentent 32,5% en moins par personne par rapport à celle de capitale.

L'amélioration de la situation en 2001, par rapport à celle de 1999 concerne surtout le milieu urbain.

b.2. Inégalité de la répartition spatiale de la pauvreté

Le phénomène de pauvreté connaît des variations importantes d'une région à l'autre. Il est plus atténué dans la province d'Antananarivo que dans d'autres provinces. Par exemple, la probabilité qu'une personne soit pauvre est de 10% si elle vit à Fianarantsoa qu'à Antananarivo.

Ainsi, le tableau ci-après nous montrera ces variations.

Tableau 8 : Madagascar : profil de pauvreté par province

| | Incidence | | | | | | | |
|--------------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 1993 | | 1997 | | 1999 | | 2001 | |
| | Taux | Rang | Taux | Rang | Taux | Rang | Taux | Rang |
| Antananarivo | 63,4 | 5 | 61,8 | 6 | 57,1 | 6 | 48,3 | 6 |
| Fianarantsoa | 76,7 | 3 | 77,6 | 3 | 83,6 | 1 | 83,2 | 1 |
| Toamasina | 81 | 2 | 82,9 | 2 | 74,4 | 4 | 82,3 | 2 |
| Mahajanga | 47,9 | 6 | 68,5 | 5 | 70,7 | 5 | 72,4 | 4 |
| Toliara | 86,6 | 1 | 87,5 | 1 | 77,1 | 3 | 76,1 | 3 |
| Antsiranana | 69 | 4 | 71,1 | 4 | 81,4 | 2 | 69 | 5 |

Source : INSTAT/DSM

L'incidence de la pauvreté n'a pas évolué de la même manière dans les six provinces.

La pauvreté a diminué progressivement avec un taux passant de 63,4% en 1993 à 48,3% en 2001 pour la province d'Antananarivo.

Dans les provinces d'Antsiranana, de Fianarantsoa et de Mahajanga, la pauvreté persistante dans le milieu rural a provoqué une dégradation de la situation globale jusqu'en 1999. Cette aggravation de la situation s'est poursuivie jusqu'en 2001 à Mahajanga, tandis qu'elle s'est arrêtée à Fianarantsoa. Antsiranana a connu une amélioration notable.

Pour la province de Toamasina, la situation s'est améliorée en 1999. Cependant, en 2001 la pauvreté s'est aggravée et a retrouvé son niveau de 1997.

En ce qui concerne la région de Toliara, la situation s'est détériorée en 1997, mais celle-ci a connu une amélioration continue jusqu'en 2001.

Si on résume la contribution de chaque province à la pauvreté totale, c'est la province de Fianarantsoa qui est en tête et celle d'Antsiranana le dernier avec comme proportion de pauvre respectivement de 25,6% et de 7,5%.

b.3. Les pauvres sont essentiellement des exploitants agricoles

Quand il s'agit de connaître le niveau de vie d'un ménage, il faudrait se référer tout d'abord à la catégorie socio-économique du chef de ce ménage.

D'après les données du tableau ci-dessous, on peut conclure que les ménages dont le chef exerce comme principale activité l'agriculture ou l'élevage sont en général les plus pauvres du pays, en particulier les petits exploitants agricoles.

Tableau 9 : Madagascar : répartition des dépenses par tête par an, selon le groupe socio-économique du chef de ménage en 1999.

| Groupe socio-économique | Incidence de la pauvreté (en %) | Consommation par tête (en milliers de francs) |
|------------------------------------|------------------------------------|--|
| Grand exploitant agricole | 90,8 | 628 |
| Moyen exploitant agricole | 86,6 | 691 |
| Petit exploitant agricole | 85,9 | 598 |
| Eleveur pêcheur | 79,5 | 805 |
| Entrepreneur agricole | 47,4 | 1239 |
| Commerçant entrepreneur de service | 32,6 | 1851 |
| Cadre salarié | 16,7 | 2687 |
| Employés et ouvriers | 40,2 | 1497 |
| Main d'œuvre sans qualification | 64,1 | 915 |
| Autres | 48,0 | 1572 |
| TOTAL | 69,6 | 981 |

Source : INSTAT/EPM 2001

b.4. Incidence du genre : les femmes chefs de ménage arrivent à faire face à la situation autant que les hommes

Actuellement, près de 19% des ménages sont dirigés par des femmes. Si les ménages dirigés par celles-ci étaient plus pauvres que ceux dirigés par les hommes en 1993, ce n'était plus le cas l'année 1999. En effet, la situation est devenue quasiment égale dans les deux cas. Elle s'est nivelée entre 1997 et 2001. Ainsi, le tableau suivant fait apparaître la situation de la pauvreté selon le genre et la situation matrimoniale du chef de ménage.

Tableau 10 : Madagascar : Situation de la pauvreté selon le genre et la situation matrimoniale du chef de ménage

| | Incidence de la pauvreté | | | | Intensité | | | |
|--|--------------------------|------|------|------|-----------|------|------|------|
| | 1993 | 1997 | 1999 | 2001 | 1993 | 1997 | 1999 | 2001 |
| Genre du chef de ménage | | | | | | | | |
| - Masculin | 69,7 | 73,4 | 71,6 | 69,7 | 31,9 | 35,3 | 34,7 | 34,7 |
| - Féminin | 73,9 | 74,6 | 71,5 | 69,2 | 34,0 | 37,5 | 35,5 | 35,5 |
| Situation matrimoniale du chef de ménage | | | | | | | | |
| - Marié | 64,0 | 76,5 | 58,1 | | 38,7 | 39,6 | 27,8 | |
| - Divorcé ou veuve | 74,5 | 74,3 | 72,6 | | 32,8 | 36,1 | 34,8 | |
| - Célibataire | 54,2 | 67,7 | 60,6 | | 22,4 | 32,9 | 31,0 | |

Source : INSTAT, EPM 1993, 1997, 1999 ET 2001

On peut déduire des données de ce tableau que les ménages dirigés par les femmes divorcées ou veuves sont plus pauvres que ceux dirigés par des femmes mariées ou célibataires. Mais les femmes célibataires s'en sortent moins bien que les femmes mariées, chefs de ménage.

b.5. Il y a une disparité de développement au détriment de la femme

L'indicateur sexospécifique de développement humain ou l'ISDH figurant dans le tableau 11 montre qu'il y a une disparité de développement au détriment de la femme. L'écart entre l'IDH¹⁶ et l'ISDH¹⁷ mesure l'importance de la disparité entre homme et femme.

¹⁶ L'IDH comporte 3 éléments : la durée de vie, le niveau d'instruction et le niveau de vie.

¹⁷ L'ISDH est composé des mêmes variables que l'IDH sauf qu'il corrige les niveaux moyens obtenus par chaque pays et de revenu de façon à refléter les disparités sociologiques entre hommes et femmes dans ces 3 domaines.

Tableau 11 : Madagascar : Indicateurs de développement humain en 1999

| Indicateurs | National | Antananarivo | Fianarantsoa | Toamasina | Mahajanga | Toliary | Antsiranana |
|-------------|----------|--------------|--------------|-----------|-----------|---------|-------------|
| IDH | 0,481 | 0,515 | 0,356 | 0,427 | 0,383 | 0,382 | 0,444 |
| ISDH | 0,460 | 0,493 | 0,333 | 0,405 | 0,362 | 0,360 | 0,424 |
| Ecart % | -4,6 | -4,3 | -6,5 | -5,4 | -5,5 | -5,8 | -4,5 |

Source: Rapport National de développement Humain 2000.

En milieu rural, cette disparité est très marquée avec un bas niveau de ISDH de 0,354 par rapport au milieu urbain où il est de 0,596. Au niveau régional, la disparité sociologique entre homme et femme vis-à-vis du développement humain se retrouve dans toutes les provinces autonomes, avec un accent plus marqué pour les provinces de Fianarantsoa (ISDH de 0,333), Toliary (0,360) et Mahajanga (0,362).

Au niveau de l'éducation, on constate que l'analphabétisme concerne plus les femmes (50,6%). Par ailleurs, au niveau de l'emploi, les inégalités existent. Il y a une forte proportion de femmes dans le secteur informel et dans les catégories socio-professionnelles subalternes ainsi que dans les emplois peu qualifiés.

Quand il s'agit de l'accès aux crédits et aux services financiers les femmes ont plus de difficulté du fait de l'inexistence ou l'insuffisance de garantie liée à la faiblesse de la base financière et de leur niveau d'instruction.

Tout ce qu'on vient de dire ci-dessus ne sont qu'une partie des domaines où la disparité entre homme et femme s'est apparue mais il y a encore beaucoup d'autres qu'on n'arrive pas à citer ici.

D'après ce qu'on a vu tout à l'heure, la pauvreté est déjà répandue dans tout Madagascar. Dans le chapitre suivant on essaiera d'examiner les causes de cette pauvreté.

Chapitre 2 : LES FACTEURS DETERMINANTS DE LA PAUVRETE

Tout phénomène semble avoir une cause. Ainsi, la pauvreté qui s'est enracinée à Madagascar depuis des années devrait en avoir aussi.

La pauvreté se caractérise par une privation (psychologique, sociale, physique...) inadmissible du bien être social.

Elle peut être définie comme une non appropriation ou une non maîtrise des moyens d'existence (manque d'actifs) et aussi une non jouissance des fruits de la croissance pour satisfaire les biens essentiels de base (inégalité).

1. Les principaux actifs

L'étude sur les facteurs déterminants de la pauvreté¹⁸ a montré que la terre contribue le plus directement à la satisfaction des besoins des ménages surtout en zone rurale. La main d'œuvre se révèle être aussi un générateur puissant de pouvoir de consommation, à la fois en zone rurale et zone urbaine.

a. Accès à la terre en milieu rural : la répartition de la terre est inégale

73,2% des ménages malgaches sont agricoles. En effet, la terre joue un rôle primordial pour leurs activités.

Pourtant, il se trouve que la terre est inégalement répartie. Ainsi, en milieu rural, les ménages les plus riches disposent de parcelles trois fois plus grandes que les ménages les plus pauvres (0,57 hectares). Le phénomène est plus accentué pour les ménages ruraux agricoles avec un rapport de 1 à 3,7. Ce qui signifie que la richesse est détenue entre les mains de quelques individus seulement. Il en découle donc une inégalité sociale alors qu'il est reconnu que l'inégalité nuit à la croissance. Evidemment, la pauvreté commencera à apparaître.

b. L'accès à la terre est difficile

De 1993 à 1999, la superficie moyenne par tête a légèrement diminué au niveau national et surtout en milieu rural agricole. Cependant, il existe encore des vastes étendues des terres non cultivées. Ce qui prouve donc qu'il y a des obstacles en matière d'accès à la terre. Par exemple, l'acquisition légale des terres est assujettie à une démarche administrative longue et coûteuse, l'occupation des terres est soumise à des règles coutumières complexes.

¹⁸ INSTAT et CORNELL University en 1998.

Une telle situation fait donc appel à la « pauvreté » puisque, si tous les terrains sont cultivés à Madagascar, au moins la production de notre pays seulement peut subvenir à nos besoins en matière d'alimentation (exemple : le riz, le manioc etc.). Ce qui veut dire qu'on ne devrait plus importer ce type de produit afin d'éviter la sortie des devises qui nous restent.

Bref, moins les ménages disposent de terre, plus accentuée est la pauvreté.

c. On assiste à un manque de qualification et à un sous-emploi

Il y a un lien étroit entre l'emploi et la pauvreté puisque, c'est la disposition d'un travail qui assure les ressources d'un individu. Il paraît que Madagascar ne connaît pas de contrainte en matière de quantité de main d'œuvre. Le problème se pose plutôt en terme de manque de qualification et de sous-emploi. Ce qui se traduit donc par un nombre de chômeurs assez élevé. Or ceci demeure un des facteurs causals de la pauvreté dans notre pays.

d. Les pauvres travaillent dans l'agriculture

La principale activité des pauvres est l'agriculture alors que les plus riches travaillent dans le commerce, l'administration ou le transport. Il a été démontré qu'être employé dans le secteur agricole par rapport à être manufacturier augmente substantiellement la probabilité d'être pauvre.

Ce qui signifie donc que la majorité des malgaches sont pauvres du fait que plus de 80% de la population à Madagascar vivent avec comme activité l'agriculture et il est dit auparavant que le secteur agricole est un secteur pour les pauvres.

e. Le revenu est relativement faible et il est inégalement distribué

En 2001, le salaire reçu par un employé était en moyenne 294.000 francs par mois¹⁹. Ceci était encore moins élevé en milieu rural puisque les salariés ruraux gagnent la moitié de ce que touchent ceux de la capitale.

Les coûts de la main d'œuvre sont relativement faibles à Madagascar. De plus, le revenu de la majorité des malgaches couvre à peine leurs dépenses essentielles.

En outre, le revenu était inégalement réparti à travers les ménages. Plus de la moitié de la population mobilisent seulement le quart du revenu en 1999 et seulement 22,5% en 2001. L'explication en est que seules les riches qui ont profité de la croissance survenue entre 1999 et 2001. Dans ce cas là, il y avait une persistance de la pauvreté, puisque ce n'était qu'une minorité de la population toute entière ont vécu au-dessus du seuil de pauvreté.

¹⁹ Enquête EPM 2001.

2. Les facteurs entravant l'augmentation de la productivité

Sans une augmentation de la productivité, il ne pourra pas y avoir une croissance économique. En effet, malgré le fait que cette dernière n'est pas assez suffisante pour éliminer la pauvreté, il faut au moins qu'il existe. Ainsi, les facteurs à examiner sont ceux qui empêchent la croissance de la productivité des actifs tels que la terre et la main d'œuvre. Une étude menée par l'INSTAT et CORNELL University au niveau des communes a permis de classer les priorités de la population. A chaque focus group, il a été donné le choix de classer par ordre d'importance les interventions du Gouvernement. Ainsi, le tableau qui va suivre ci-après nous montrera les priorités afin d'aboutir à un développement.

Tableau 12 : Madagascar : les priorités pour le développement selon les focus groups communaux (Sept-Nov 2001)

| Priorités d'intervention du Gouvernement | % des communes |
|--|----------------|
| 1. Agriculture | 27 |
| 2. Transport | 26 |
| 3. Sécurité | 15 |
| 4. Santé | 14 |
| 5. Education | 10 |
| 6. Eau | 6 |
| 7. Environnement | 2 |
| TOTAL | 100 |

Source : Recensement Communes, Cornell University, 2001.

a. Le faible dynamisme de l'agriculture lié à la politique agricole et aux contraintes institutionnelles

On ne peut pas avoir un bon rendement en matière d'agriculture si celle-ci rencontre encore des problèmes de différente sorte.

Pourtant, c'était le cas depuis le milieu des années 70. Les politiques entreprises n'ont pas donné de résultats positifs. En effet, le taux de croissance de la production agricole entre 1985-1999 ne dépassait pas 1%.

Par ailleurs, en matière institutionnelle, le régime foncier et les droits de propriété ne sont pas assez sécurisants. En effet, les investissements et l'amélioration de la productivité ont freiné. De plus, l'accès au crédit est difficile pour les petits paysans du fait que la plupart d'entre eux ne disposent pas des titres fonciers.

Tout cela demeure un obstacle pour le développement de l'agriculture à Madagascar, mais l'enclavement aussi n'est pas le moindre problème rencontré par l'agriculture. En effet, l'éloignement par rapport aux différents services et marchés aboutirait à une réduction du rendement de la production. Une étude²⁰ sur l'importance des transports dans le développement rural a révélé que 33% des communes n'ont pas accès à une route nationale et 30% n'ont pas accès à une route provinciale. Ce qui signifie qu'il faut dépenser beaucoup de temps pour accéder à un arrêt de taxi-brousse ou une gare ferroviaire (en moyenne 10 heures). Enfin, l'insécurité dans les zones rurales décourage la population d'améliorer sa production. Elle ne voudrait pas travailler pour faire vivre les autres qui sont paresseux, ceux qui voudraient vivre du sueur des autres.

Le tableau suivant nous donnera le pourcentage des communes où l'insécurité règne.

Tableau 13 : Madagascar : pourcentage des communes où les conditions de sécurité sont mauvaises ou très mauvaises (perception des focus group en %).

| | Juillet-Déc 2002 | Jan-Juin 2002 | Juin-Déc 2002 |
|--------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Madagascar | 39 | 38 | 16 |
| Antananarivo | 4 | 13 | 8 |
| Fianarantsoa | 38 | 38 | 8 |
| Toamasina | 14 | 25 | 0 |
| Mahajanga | 63 | 38 | 25 |
| Toliara | 63 | 54 | 4 |
| Antsiranana | 54 | 63 | 54 |

Source : Enquête après crise 2002, Programme ILO/INSTAT-FOFIFA

b . La santé

L'état de santé est un élément essentiel du bien-être de la population et un facteur à augmenter la productivité des travailleurs à court terme. Si les services médicaux sont bien-orientés vers les femmes et les enfants, les soins auront des impacts à long terme sur leur espérance de vie et le développement physique d'un enfant. Cependant le budget alloué au secteur santé n'est pas encore satisfaisant .

Actuellement, l'état de santé en général de la population n'est pas comme on le souhaite. Ainsi, il semble que différentes sortes de maladies affectent la population malgache tels la grippe, les maladies diarrhéiques, le paludisme et autres maladies transmissibles. Le problème est que ce dernier type de maladie aggrave la situation de pauvreté à Madagascar.

De plus, la maladie la plus dangereuse qui est le SIDA a déjà commencé à se propager dans tout Madagascar et cette propagation n'est pas trop lent.

²⁰ La voix des clients, Cornell University-INSTAT-FOFIFA, octobre 2002.

Un autre problème réside dans l'insuffisance des matériels et équipements sanitaires. Par ailleurs, le niveau de revenu qui demeure encore faible pour la plupart des gens leur contraint de bien prendre soin de leur santé²¹.

Bref, être en bonne santé est un des facteurs conduisant à une croissance économique du fait que la santé meilleure pourrait aboutir à une augmentation de la productivité. Dans le cas contraire donc, c'est une entrave à la croissance économique.

c. L'éducation

En 2001, près de la moitié de la population est analphabète (48%), dont 61% issue du milieu rural et 50,6% de femmes.

En outre, dans l'ensemble du pays, seuls 11,6% de la population ont un niveau secondaire ou supérieur. Mais le plus grave c'est qu'en milieu rural, 53,4% de la population n'ont aucun niveau d'instruction. Ce qui implique donc qu'on ne doit pas être surpris de la persistance de la pauvreté chez notre pays, puisque pour arriver à un certain niveau de croissance économique, il devrait exister un accroissement de la productivité. Or on ne pourrait pas devenir plus productif si on n'atteint pas un certain niveau d'instruction.

Ensuite, si on se demande, comment se fait-il qu'un nombre si élevé de la population soit analphabète, on pourrait dire qu'il est probable que celle-ci ne peut pas faire face aux coûts de la scolarisation, que les parents ont moins de confiance à l'efficacité du système éducatif à cause des problèmes y afférents tels que l'insuffisance d'éducation des parents, l'orientation scolaire et professionnelle, enseignants démotivés qui pratiquent des activités secondaires etc. Si on résume donc en une seule phrase ce qu'on vient de dire précédemment, on pourrait prétendre que le taux élevé de l'analphabétisme empêche l'existence d'une croissance économique significative à Madagascar.

²¹ Les ménages ne consacrent que 2,4% de leurs dépenses à la santé alors que 70,2% des dépenses totales sont destinées aux dépenses alimentaires.

d. Les problèmes d'environnement, d'accès à l'eau potable et d'assainissement

Les problèmes rencontrés au niveau de l'environnement, d'accès à l'eau potable et d'assainissement à Madagascar constituent un obstacle à l'augmentation de la productivité.

D'abord, en ce qui concerne l'environnement, celui-ci est en train de s'exposer au danger. La déforestation un des principaux problèmes environnementaux est un menacé pour la biodiversité existante chez notre pays. Or la dégradation de l'environnement est équivalent à une dégradation d'un capital naturel . Ce qui pourrait aggraver la situation de la pauvreté à Madagascar.

Par ailleurs, l'accès à l'eau potable et l'assainissement en particulier l'accès aux infrastructures d'évacuation d'excréta sont des éléments essentiels à la santé, donc ils sont indispensable à la croissance économique. Pourtant, le taux d'accès à l'eau potable est assez faible, 7% chez les ménages les plus pauvres contre 43% chez les plus riches²². Le taux d'accès aux infrastructures d'évacuation d'excréta pour Madagascar tous milieux confondus est de 58% en 2000. Ce qui veut dire qu'un ménage sur deux dispose d'un mode d'évacuation. Ainsi, on pourrait affirmer qu'il est encore difficile pour nous d'éradiquer la pauvreté, puisque son élimination commence au niveau de chaque individu.

Ainsi donc se termine cette deuxième partie, mais dans la partie qui suit, on examinera si l'éducation peut être un important facteur de développement.

²² Chiffres EPM 1999

TROISIEME PARTIE :

L'EDUCATION COMME FACTEUR

DE DEVELOPPEMENT

Chapitre 1 : EDUCATION ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Le développement économique d'un pays nécessite une croissance économique assez significative. Ainsi, l'éducation agit-elle positivement sur la croissance économique ?

1. Théorie du capital humain

La théorie du capital humain a été développée en 1964 par Gary Stanley BECKER, Prix Nobel d'économie en 1992.

Le capital humain se définit comme l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire etc.

La notion de capital exprime l'idée que c'est un stock immatériel imputé à une personne pouvant être accumulé, s'user.

La théorie du capital humain distingue deux formes possibles de formation :

La formation générale, acquise dans le système éducatif, élève. Sa transférabilité et son attachement au travailleur explique le fait qu'elle soit financée par ce dernier car il peut la faire valoir sur l'ensemble du marché du travail. De son côté, la firme n'est nullement encouragée à supporter les coûts de formation d'une personne, susceptible de s'en prévaloir dans une autre entreprise prête à mieux le rémunérer, ce qui pourrait l'inciter à quitter la firme. Pour éviter cela, le financement de l'activité prendra la forme d'une rémunération plus faible (que sa productivité marginale).

L'accord entre le travailleur et la firme consiste donc l'achat par la firme de la « force de travail » d'une part, et à l'achat de formation, par le travailleur d'autre part.

La formation spécifique, acquise au sein d'une unité de production ou de service, élève la productivité du travailleur au sein de l'entreprise mais pas ou peu en dehors de celle-ci. Dans ce cas, le financement est assuré à la fois par la firme et le travailleur. Pendant la période de formation, le salaire reçu par le travailleur est inférieur à celui qu'il aurait pu recevoir à l'extérieur de l'entreprise. Cette différence mesure sa contribution à la formation spécifique, mais il reste supérieur à sa productivité en valeur net des coûts économiques de la formation. Cette différence-là exprime la contribution de la firme au financement de cette formation. La firme n'accepte un tel contrat que dans la mesure où elle estime avoir des chances de rentabiliser son investissement : le salaire qu'elle versera à l'issue de la période de formation sera supérieur au salaire de réserve du travailleur pour des emplois situés à l'extérieur de l'entreprise de façon à l'inciter à rester en son sein mais inférieur à sa productivité en valeur,

la différence avec le salaire versé représentant la rémunération de l'investissement en capital spécifique de l'entreprise.

BECKER considère l'éducation comme un investissement. D'abord un investissement pour le pays puisque l'éducation est à la base de tout développement économique. L'éducation est un service collectif dont la production est à la charge de l'Etat. L'objectif est de fournir à chaque individu un niveau de culture générale qui élève son niveau de compétence et lui permet d'accéder à un large éventail d'activités.

L'éducation est un investissement pour l'entreprise, puisqu'une bonne formation professionnelle répond au besoin de disposer de personnels qualifiés pour produire efficacement. Elle représente un investissement pour l'entreprise qui en tire un profit par l'amélioration de la productivité du travail.

Enfin, l'éducation est un investissement pour l'individu. Plus le niveau d'éducation est élevé plus la chance d'avoir un emploi est élevée ou, le cas échéant, d'en retrouver un plus facilement à la suite d'une démission ou d'un licenciement.

L'individu accède ainsi à un statut social et des revenus qui lui permettent d'élever son niveau de vie.

2. Education et accumulation de capital humain

a. L'éducation mène à la croissance

Afin de parvenir à une croissance économique, il est indispensable que la productivité augmente.

On peut affirmer que l'éducation influence positivement la croissance :

- en améliorant la qualité de la main d'œuvre à travers ses effets sur l'amélioration de la connaissance et des compétences
- en stimulant la mobilité de la main d'œuvre facilitant ainsi la division du travail
- en développant des connaissances techniques et scientifiques qui stimulent l'invention
- en augmentant la capacité des entrepreneurs à améliorer leurs techniques de gestion
- en rendant l'individu plus réceptif au changement économique et en réduisant les barrières sociales et institutionnelles au développement économique.

L'éducation a donc pour effet à la fois d'accroître la productivité parce qu'une main d'œuvre plus éduquée tend à être plus productive et mieux rémunérée.

D'ailleurs, la Banque Mondiale, en 1980 estimait à plus de 24% le taux de rendement social de l'éducation primaire dans la productivité du travail, à 15,4% celui de l'éducation

secondaire et à 12,3% celui de l'enseignement supérieur. Une étude de M. Lockheed, D. Jamison et L. Lau réalisée en Asie, Amérique Latine et Afrique en 1980²³ confirme également ces résultats : un niveau d'éducation de quatre années entraînerait un accroissement de la production agricole d'environ 7% par rapport à une situation sans éducation. Pour l'Afrique, les données restent rares²⁴ mais il n'y a aucune raison à priori de penser que l'éducation puisse y avoir un impact différent. G. Psacharopoulos²⁵ présente une évaluation des taux de rendement de l'éducation du même ordre de grandeur que celle de la Banque Mondiale. Cette approche confirme donc que l'éducation comme source d'aptitude et de compétence est le moteur principal de la croissance. Par contre d'autre théorie refuse une telle stipulation.

b. La théorie de socialisation de l'éducation

Cette théorie considère le développement du capital humain comme une suite logique ou un effet de la croissance économique. Les partisans de cette théorie ont soutenu l'idée que l'éducation sert à sélectionner des personnes pour occuper des postes pré-existants. Ainsi, l'expansion de l'éducation et sa demande sont le résultat d'une concurrence plus sévère pour accéder à un certain statut social. En effet, un développement rapide du capital humain ne mène pas nécessairement à la croissance économique, en passant par la productivité, puisque la demande croissante d'éducation est due au critère croissant d'emploi sans rapport avec les besoins en compétence.

Chacune de ces deux approches a sa raison d'être, mais malgré cela, le capital humain reste un facteur de croissance.

²³ M. Lockheed, D. Jamison et L. Lau, « Farmer Education and Farm Efficiency : a Survey », Economic development and Technical Change, vol 29, 1980

²⁴ L'échantillon de M. Lockheed, D. Jamison et L. Lau ne comporte que deux études concernant l'Afrique et toutes ont été menées sur les données en provenance de Kenya

²⁵ G. Psacharopoulos, "Returns to education: a Further International Update and Implications", Journal of Human Resources, vol. 20, 1985

Chapitre 2 : EDUCATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

Le rapport mondial sur le développement humain 2003 a constaté que les pays riches consacrent rarement moins de 4% de leur PIB à l'enseignement public. Dans les pays à développement humain élevé, les dépenses publiques médianes d'éducation représentent 4,8% du PIB, contre respectivement 4,2% et 2,8% dans les pays à développement humain moyen et faible.

Ceci montre donc que la pauvreté et l'investissement dans l'éducation sont liés entre eux.

1. Education et niveau de vie

Parfois, le niveau d'étude a une influence sur le niveau de vie de chaque individu. L'analyse de l'impact de l'éducation sur l'utilisation des ressources, la santé et la mortalité infantile, a fait l'objet de nombreuses études. J. Behrman en a donné une évaluation critique²⁶ aux résultats assez mitigés. L'éducation aurait un impact positif mais faible sur les conditions de vie des ménages. Pourtant, l'étude menée par la Banque Mondiale²⁷ à partir des données macroéconomiques a trouvé le contraire. Cette étude a permis de conclure que l'éducation est importante surtout pour les femmes.

Pour le cas de Madagascar, des enquêtes ont été faites et à partir de celles-ci, on a pu montrer que plus on est sans instruction plus on est pauvre. Ainsi, il est connu et confirmé par les résultats de l'EPM (Enquête auprès des Ménages) de 1997 que les ménages dont les chefs sont sans instruction ont le plus bas niveau de dépenses courantes moyennes annuelles reflétant pratiquement d'ailleurs leur niveau de revenu.

Les ménages dont les chefs sont non instruits, dépensent six fois moins que ceux de niveau universitaire et quelque soit le milieu considéré, le niveau de dépenses décroît toujours à mesure que le niveau d'instruction du chef de ménage diminue.

En outre, le tableau ci-dessous nous fait voir la relation qui existe entre le niveau d'instruction et le niveau de vie à Madagascar.

²⁶ Jehre Behrman, « The action of Human Resources on One Another », LSMS Working paper 74, Banque Mondiale 1990

²⁷ Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1991

Tableau 14 : Répartition de la population par niveau d'instruction du chef de ménage suivant la quintile de consommation par tête

| Niveau d'instruction du Chef de Ménage | Sans instruction | Primaire | Secondaire | Universitaire | Ensemble |
|--|------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| Quintile | | | | | |
| Plus pauvres | 32,4 | 16,7 | 3,0 | 0,0 | 20,0 |
| Quintile 2 | 24,2 | 21,3 | 8,8 | 0,0 | 20,0 |
| Quintile 3 | 20,0 | 22,9 | 14,0 | 2,2 | 20,0 |
| Quintile 4 | 16,3 | 21,9 | 24,5 | 13,0 | 20,0 |
| Plus riches | 7,2 | 17,2 | 49,8 | 84,8 | 20,0 |
| TOTAL | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : INSTAT/ EPM 2001

De ce tableau découle que plus on est sans instruction plus on est pauvre. De toute façon, la qualité de la vie dépend de notre revenu. Or, on ne peut pas espérer un salaire plus élevé si on n'est pas assez instruit.

2. Education et fécondité

Une augmentation du niveau d'éducation des femmes est souvent perçue comme l'un des meilleurs moyens de parvenir à une réduction du taux de fécondité. L'éducation contribuerait à augmenter l'utilisation des moyens contraceptifs, et conduirait les femmes à souhaiter un nombre réduit d'enfants et à dépenser davantage pour l'éducation de chacun d'eux. Un tel comportement aurait une double origine. Un meilleur niveau d'éducation entraînerait une plus forte productivité et, par conséquent, accroîtrait le coût d'opportunité du temps passé à élever les enfants. En outre, une femme plus éduquée désirerait donner un meilleur niveau d'éducation à ses enfants. Cette analyse est fondée sur les travaux de G. Becker et G. Lewis sur le choix entre « quantité » et « qualité » des enfants²⁸.

Cependant, ce modèle ne s'applique pas bien en Afrique. En dépit des progrès de l'alphabétisation et de la scolarisation, c'est en Afrique Subsaharienne que la contraception est la moins répandue et que la fécondité est la plus forte. Ceci est pour une raison que les

²⁸ Gary Becker, Gregg Lewis « On the Interaction between the Quantity and Quality of children », Journal of Political Economy, 1973

femmes en Afrique désirent un plus grand nombre d'enfants (de six à neuf) que dans d'autres régions. Par exemple, pour Madagascar le taux total de fécondité de l'an 2000 à 2005 atteint 5,70.

3. Education et santé

Pour un individu, avoir un faible revenu sous-entend la pauvreté. Or, on ne peut pas espérer un revenu plus élevé quand on est sans instruction. Cela implique donc qu'on n'a pas assez de moyen pour surveiller notre santé (manque de connaissances, absence d'argent).

La manque d'instruction influe négativement sur la santé de chaque individu. Ceci demeure plus grave surtout pour les femmes. D'abord, les femmes enceintes sans instruction semblent relativement moins préoccupées au suivi de leur état que celles qui sont instruites.

Les mères sans instruction semblent pas à même d'accorder plus de soins et d'attention à leurs progénitures que celles qui sont instruites (vaccination de leurs enfants, ...).

En matière de santé reproductive, les femmes sans instruction sont plus exposées aux risques de grossesse non désirée et de maladies sexuellement transmissibles ou MST. Cela du fait qu'on n'a pas assez de connaissances afin de prévenir ces maladies et cette grossesse inattendue.

Par ailleurs, la présence d'un agent sanitaire qualifié durant l'accouchement d'une femme aura un impact sur la santé de cette dernière et de son enfant. Or, quand on n'a pas le moyen, on ne pourra pas en bénéficier. Ainsi, le pourcentage de naissances avec assistance qualifiée²⁹ est de 99% pour Maurice, 99% pour France contre respectivement 40% et 46% pour Maroc et Madagascar. Cela prouve donc qu'il y a vraiment une relation entre le niveau d'éducation et la santé, puisque dans ces deux pays où les pourcentages de naissances avec assistance qualifiée sont élevés, les taux d'alphabétisation sont plus de 60%.

On peut dire que, l'éducation joue un rôle important dans la promotion du développement humain. C'est un atout pour tout le monde d'être instruit. Donc il faut que chacun sache lire et écrire. De plus que le rôle fondamental de l'éducation pour tous ou EPT dans le renforcement des moyens humains, des capacités de production et de l'autonomie des individus, notamment parmi les pauvres, a été mis en évidence dans l'exposé de quatre piliers de l'éducation : « apprendre à connaître, à faire, à vivre ensemble et à être »³⁰.

²⁹ UNFPA, Etat de la population mondiale 2003

³⁰ L'éducation, un trésor est caché dedans. Rapport à l'UNESCO de la Commission Internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, Paris, UNESCO, 1996

Chapitre 3 : REDUIRE LA PAUVRETE PAR L'AMELIORATION DU SYSTEME EDUCATIF

Si on veut vraiment sortir de la pauvreté par le biais de l'éducation, on doit procéder par tous les moyens possibles pour l'améliorer. L'éducation en question ne s'agit guère non seulement de l'éducation formelle mais aussi celle qui est informelle.

Il faut que l'on soit convaincu de l'importance de l'éducation au développement et que l'on y beaucoup investit.

1. Les stratégies à mettre en œuvre afin que l'éducation soit un pilier du développement

a. Valoriser l'éducation de base non formelle

Pour les PMA comme Madagascar, l'éducation non formelle revêt une importance spécifique en ce qu'elle touche les exclus, les défavorisés et les groupes d'individu vulnérables à qui l'opportunité d'apprendre est refusée et en ce qu'elle développe les capacités humaines parmi ces individus. En ce sens, on doit la financer par une somme importante. Pourtant, les crédits alloués à ce secteur sont faibles voire insignifiants.

L'éducation de base non formelle fait partie intégrante de l'EPT et des systèmes éducatifs. En effet pour parvenir à notre fin que l'éducation de base non formelle conduit au développement, il faut la mettre en valeur. Ce qui fait que le Gouvernement devrait allouer plus de crédits à ce secteur et que la population concernée saurait en profiter.

b. Réduire le taux de redoublement dans l'enseignement primaire et œuvrer pour que l'on termine ce cycle

L'étude au niveau de l'enseignement primaire est la base de toute éducation quand il s'agit de l'éducation formelle. A part ceci, il est reconnu que l'objectif du millénaire est d'atteindre la scolarisation universelle d'ici à 2015. Cependant, le taux de redoublement demeure encore plus élevé à ce niveau pour Madagascar et en sus de cela une partie des élèves n'arrivent même pas à finir leurs études à l'enseignement primaire.

Afin de réduire ce taux de redoublement et de parvenir à ce que tous les malgaches terminent ce cycle, on devrait recourir à des réformes structurelles et des formations pédagogiques.

En ce qui concerne les modifications structurelles, il faudrait recourir aux classes multigrades en milieu rural et plus particulièrement dans les localités isolées la construction et

l'équipement des salles de classe dans le premier cycle du fondamental. Il faudrait aussi multiplier les écoles à cycle complet.

Pour les enseignants, les compétences devraient être renforcées avec comme priorité la formation à la gestion pédagogique des classes multigrades. Par ailleurs, les programmes de formation pédagogique initiale et la maîtrise des langues malgaches et françaises devraient être aussi intensifiés.

Du côté des élèves de l'enseignement primaire, ceux-ci ne devraient pas rencontrer des problèmes à propos des manuels scolaires et autres matériels didactiques. Ce qui signifie que le ministère devrait lancer une politique d'édition scolaire. Enfin, il est nécessaire que la communauté locale serait apte de participer à la vie scolaire.

c. Faire en sorte que les étudiants sortant des CFP et de l'ETP soient qualifiés

Les centres de formation professionnelle ou CFP et l'enseignement technique professionnel ou ETP rencontrent actuellement des problèmes de non qualification et de non adaptation de la formation obtenue aux besoins réels du marché de l'emploi. Une des causes de cela est le fait que les jeunes et les adultes perçoivent l'ETP et le CFP comme un moyen de mettre fin à des études plus poussées. Ce qui crée des problèmes en matière de qualité des connaissances et des compétences, d'introduction et d'adaptation à de nouvelles technologies et à l'esprit d'entreprise.

Ce qui nous pousse à prétendre que ces types d'enseignement doivent encore relever un certain défi : préparer aux emplois actuellement présents sur le marché, développer les facultés de s'adapter aux emplois, d'être compétitif et capable de changer de travail plus d'une fois dans leur vie et enfin d'améliorer les aptitudes à créer des emplois pour les autres et pour eux.

Ceux-ci ne seraient pas accomplis, si le ministère responsable de l'éducation ne change pas radicalement de politique (exemple : politique budgétaire) à travers ce sous-secteur de l'éducation.

d. Faire devenir l'enseignement supérieur comme point focal de développement social et économique

Depuis ces dix dernières années, l'enseignement supérieur connaît une crise dans une grande partie des pays en développement y compris Madagascar. Ce qui fait que la crédibilité de celui-ci s'est nettement détériorée. Il faut donc revaloriser l'étude à l'enseignement supérieur :

- en redéfinissant la carte universitaire en fonction du contexte économique, social et culturel et des besoins du marché de l'emploi

- en menant des recherches prospectives en matière de développement économique, technologique et culturel à promouvoir l'auto création de micro entreprises et

- en mettant en place une étude d'insertion des diplômés.

On remarque que la réforme de l'Université requiert un renforcement et une nouvelle organisation des relations de l'enseignement supérieur avec tous les autres niveaux de l'enseignement, en particulier avec l'enseignement secondaire afin qu'ils fassent partie d'un système irréprochable. Cela dans le but de satisfaire l'apprentissage tout au long de la vie.

Toutes ces stratégies ne sont que des programmes à élaborer par le ministère, mais à part les étudiants eux-mêmes, les premiers responsables de la réalisation de ces programmes sont les enseignants. En effet, il faut les encourager par une augmentation de leur salaire au moins proportionnelle à l'augmentation du taux d'inflation d'aujourd'hui si c'est possible.

2. Autres stratégies pour promouvoir l'éducation à Madagascar

L'éducation est nécessaire pour tout individu et non seulement destinée aux garçons. Pourtant, à l'heure actuelle, surtout dans les zones rurales et les provinces, même si quelques fois il y a des exceptions⁹, les filles sont plus susceptibles d'interrompre leur scolarité.

Afin qu'il y ait une égalité pour tous les sexes dans le domaine de l'éducation, il faudrait que l'on s'éloigne cette fois de la tradition. Ce qui implique qu'il faut aussi changer la mentalité. Actuellement, il n'est plus possible d'affirmer que le père tout seul peut subvenir aux besoins de sa famille. Les parents devraient tous travailler pour avoir le nécessaire.

En effet, le fait de penser que les filles n'ont rien à faire à l'école, pour la raison que celles-ci sont prédestinées à rester au foyer pour s'occuper de sa famille et leurs tâches ménagères, quand le moment où elles vont se marier viendra, est déjà antidaté, dépassé.

Par conséquent, il faut que tous les enfants, quelque soit le sexe aient le même droit d'accéder à l'éducation (nationale). Enfin il faut que les parents fassent des efforts à envoyer leurs enfants sans distinction à l'école puisque ce sont les jeunes sont l'avenir de notre pays.

⁹ Dans la région de Tuléar, le TBS à l'enseignement primaire est 73,6% pour les filles contre 65% pour les garçons. Ceci s'explique par le fait que, dès l'âge de 6ans, la plupart des garçons ruraux de la province commencent à s'occuper de gardiennage de moutons et chèvres et deux ou trois ans plus tard des bœufs.

3. Coopération Madagascar avec les organismes étrangers au niveau du secteur éducation

Pour promouvoir l'éducation à Madagascar, le Gouvernement malgache n'agit pas tout seul. Il coopère avec les organismes étrangers dans le lancement des projets divers.

En effet, le programme d'investissement dans l'éducation pour tous (EPT) depuis 1990 a fait engendrer de nouveaux investissements (constructions d'écoles, campagnes d'alphabétisation, fournitures massive de manuel etc.). Ainsi, la construction de nouvelles écoles par des projets avec la coopération Japonaise, projet de deux ans d'un montant de 47,507 Milliards de Fmg avec 51 écoles nouvelles selon les normes a été fait.

Un projet PEM ou Partenariat des Ecoles à Madagascar, avec 12 millions de FF a démarré en 1999.

En 1995 à 1999, un projet d'appui à l'enseignement primaire en matière de nutrition en collaboration avec le PAM (Programme Alimentaire Mondiale) a été fait.

Avec la coopération UNICEF/NORAD-Madagascar, un contrat programme, formation, réhabilitation et extension d'écoles pour une somme de 13.600.000 US \$ de 1996 à 2000 a été conclu.

Un projet de réhabilitation et extension d'école, formation, pour une somme de 47,700 millions de DTS pour 5 ans, 1998 à 2002 (CRESED II) était à réaliser en coopération avec l'IDA.

Madagascar en coopération avec l'OPEP ou Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole ont lancé un projet pour trois ans et demi, de 1998 à 2001 pour une somme de 10 millions de US \$ (carte scolaire, réhabilitation).

La BAD ou Banque Africaine pour le Développement a initié un projet d'extension, de réhabilitation d'écoles primaires, enseignement à distance, enseignement technique, renforcement institutionnel pour une somme de 23 Millions US \$.

Entre autre, le Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population ou FNUAP collabore aussi avec le Gouvernement malgache dans le domaine de l'éducation en matière de population.

On remarque qu'une partie des bailleurs de fonds en coopération avec Madagascar n'est pas encore citée, par exemple la BADEA ou Banque Arabe pour le Développement des Etats Africains.

Si ces projets ont été lancés, c'est uniquement dans le but d'améliorer le système éducatif à Madagascar.

CONCLUSION

Cela fait longtemps que la population malgache vit sous le seuil de la pauvreté. D'une manière ou d'une autre, elle veut s'en sortir mais comment y arriver. Tout le monde procède par tous les moyens afin de parvenir à leur fin : c'est d'être riche.

L'éducation semble être la clé pour sortir de la misère que la population vit actuellement puisqu'elle représente un investissement à long terme dans la productivité des individus. Même Gary Stanley BECKER avait confirmé que l'éducation est un investissement pour l'individu lui-même, pour l'entreprise et pour le pays.

Il est reconnu aussi que l'accomplissement du niveau primaire réduit la probabilité d'être pauvre de 5%, celui du niveau lycéen et universitaire de 17%³¹.

Etre instruit, c'est un avantage pour nous tous. Ce qui fait que le mieux c'est de beaucoup y investir bien que la réalité le contredit quelque fois c'est-à-dire que parfois il y a des gens non instruits mais qui sont riches. Cependant, il arrive qu'une personne a fait des études pendant des longues années mais qui se retrouve au chômage.

Malgré cela, l'éducation reste toujours la base de développement économique, sociale mais aussi culturel.

³¹ INSTAT/DSM 2001

GLOSSAIRE

| | |
|----------------|---|
| BAD | : Banque Arabe pour le Développement des Etats Africains |
| BM | : Banque Mondiale |
| CFP | : Centre de Formation Professionnelle |
| CRESED | : Crédits pour le Renforcement du Secteur Educatif |
| DSRP | : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté |
| DTS | : Droits de Tirages Spéciaux |
| EPM | : Enquête auprès des Ménages |
| EPP | : Ecole Primaire Publique |
| EPT | : Education Pour Tous |
| ETP | : Enseignement Technique et Professionnel |
| FNUAP | : Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population |
| IDA/AID | : Agence Internationale pour le Développement |
| IDH | : Indicateurs de Développement Humain |
| IEC | : Information Education Communication |
| INSTAT | : Institut National de la Statistique |
| IPH | : Indicateur de Pauvreté Humaine |
| ISDH | : Indicateurs Sexospécifiques de Développement Humain |
| MENRS | : Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique |
| METPF | : Ministère de l'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle |
| MINESEB | : Ministère de l'Education Secondaire et de l'Education de Base |
| MINESUP | : Ministère de l'Enseignement Supérieur |
| MST | : Maladies Sexuellement Transmissibles |
| NORAD | : Norwegian Agency of Development |
| OPEP | : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole |
| PAM | : Programme Alimentaire Mondiale |
| PEM | : Partenariat des Ecoles à Madagascar |
| PIB | : Produit Intérieur Brut |
| PMA | : Pays Moins Avancés |
| PNUD | : Programme des Nations Unies pour le Développement |
| TBS | : Taux Brut de Scolarisation |
| UNESCO | : United Nations Educational Scientific and Cultural Organization. |
| UNICEF | : United Nations Children's Funds |

BIBLIOGRAPHIE

1. Deuxième rapport National sur le développement humain Madagascar Edition 1999 (PNUD)
2. Crise de l'Education en Afrique (1994), Philippe Hugon.
3. Education et formation à Madagascar. Vers une politique Nouvelle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté (2001).
4. Madagascar Evaluation de la pauvreté, Juin 1996 (2 vol).
5. Enquête auprès des ménages 2001 : RAP Principal (NOV 2002) 155p.
6. Madagascar les défis d'un développement durable
7. Etat de la population mondiale 2003.
8. DSRP : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
9. Atlas mondial de développement durable : concilier, économique, social, environnement édition 2002 (Anne Marie Sacquet).
10. Services d'éducation et de santé à l'utilisation et les déterminants de la demande (Juin 2000) (Peter Glick-Jean Razafindravonona)
11. Rapport mondial sur le développement humain 2003.
12. Madagascar : les défis d'un développement durable, Directrice de publication : Malika Delassale, Madagascar Août 2002.
13. Madagascar : Rapport National de Développement Humain 2003 (PNUD/Madagascar)
14. Théorie Economique, Marc Montoussé 1994.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Enfants de 12-18 ans : indicateurs de présence et de distance d'écoles secondaires

Tableau 2 : Enfants de 12-18 ans : déterminants de l'inscription dans l'école secondaire

Tableau 3 : Evolution du Budget de fonctionnement des ministères chargés de l'Education et de la Formation

Tableau 4 : Budget de fonctionnement et des Investissements par sous-secteur en 1997 et 1998

Tableau 5 : Taux de redoublement, d'abandon et de Survie selon le sexe en primaire

Tableau 6 : Evolution des pourcentages des redoublants de 2000-2001 en 2003-2004 (Primaire)

Tableau 7 : Taux d'abandon et de Survie dans le secondaire 1^{er} et 2nd cycle (1999-2000)

Tableau 8 : Madagascar : profil de pauvreté par province

Tableau 9 : Madagascar : répartition des dépenses par tête par an, selon le groupe socio-économique du chef de ménage en 1999

Tableau 10 : Madagascar : Situation de la pauvreté selon le genre et la situation matrimoniale du chef de ménage

Tableau 11 : Madagascar : indicateurs de développement humain en 1999

Tableau 12 : Madagascar : les priorités pour le développement selon les focus groups communaux

Tableau 13 : Madagascar : pourcentage des communes où les conditions de sécurité sont mauvaises ou très mauvaises (perception de focus group en %)

Tableau 14 : Répartition de la population par niveau d'instruction du chef de ménage suivant la quintile de consommation par tête

ANNEXES

Tableau 1 : Dépenses publiques sur l'éducation, Madagascar 1990 à 2000 (en milliards de fmg 1999)

| | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|---------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total dépenses (capital et courantes) | 606.2 | 582.3 | 526.5 | 500.2 | 411.4 | 340.8 | 393.5 | 485.1 | 549.1 | 646.5 |
| % du PIB | 3.0 | 3.2 | 2.8 | 2.6 | 2.1 | 1.8 | 2.0 | 2.3 | 2.6 | 2.8 |
| % total des dépenses publiques | 17.6 | 19.3 | 13.9 | 12.7 | 10.8 | 10.0 | 11.1 | 13.5 | 13.7 | 17.8 |
| Dépenses courantes | 520.6 | 494.7 | 447.7 | 451.2 | 376.4 | 327.9 | 338.2 | 394.9 | 448.9 | 498.1 |
| % du total des dépenses publiques | 85.9 | 84.9 | 85.0 | 90.2 | 91.5 | 96.2 | 85.9 | 81.4 | 81.8 | 77.0 |
| sur éducation | | | | | | | | | | |
| % du PIB | 2.6 | 2.7 | 2.4 | 2.4 | 2.0 | 1.7 | 1.7 | 1.9 | 2.1 | 2.1 |
| % total dépenses nettes et intérêts | 28.3 | 27.5 | 20.2 | 19.4 | 15.3 | 14.9 | 16.1 | 17.6 | 19.9 | 23.7 |
| de la dette | | | | | | | | | | |

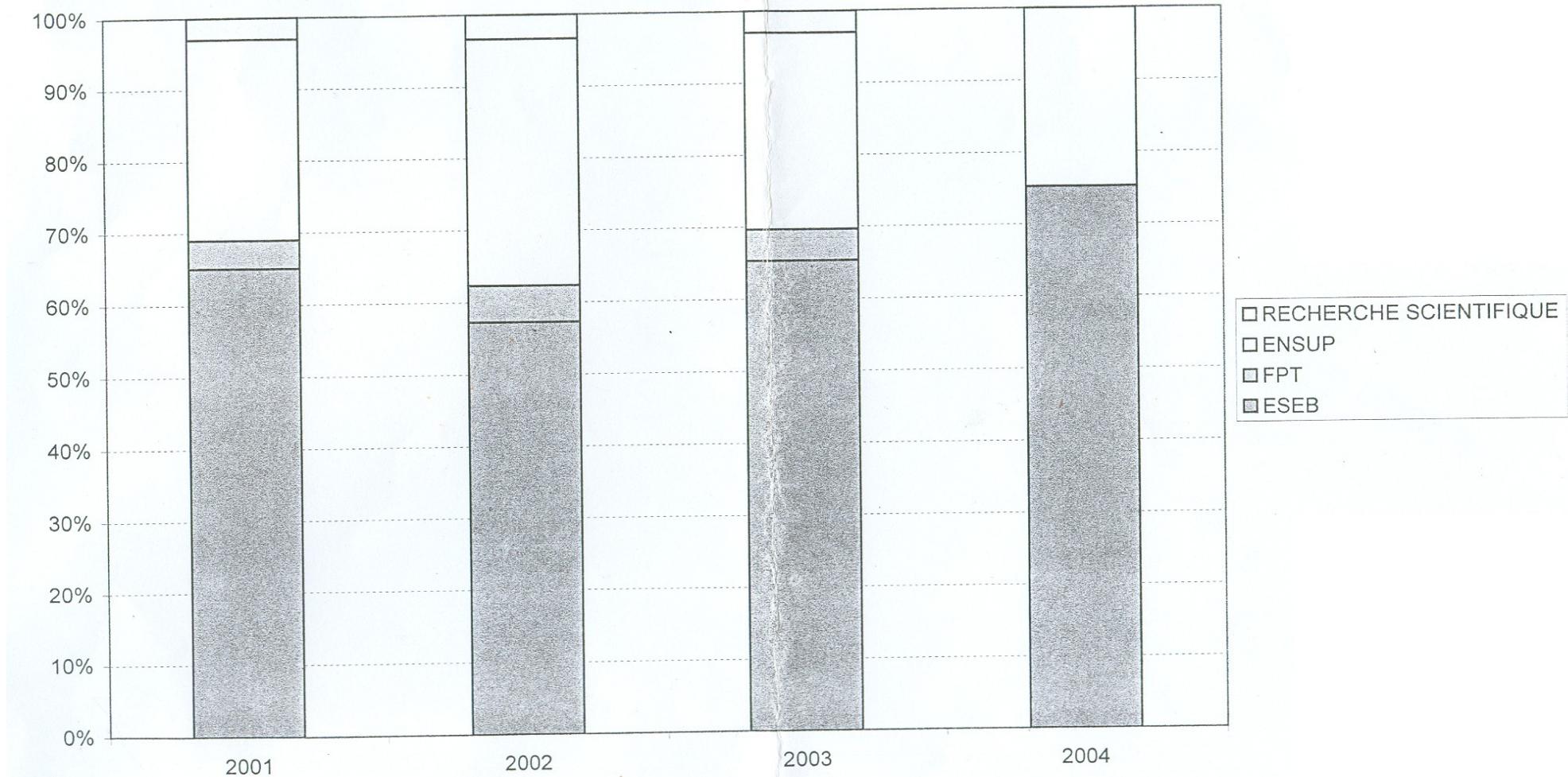
Source : Banque Mondiale (2000)

Tableau 2 : Dépenses publiques par niveau d'éducation, Madagascar 1990 à 2000 (en milliards de fmg 1999)

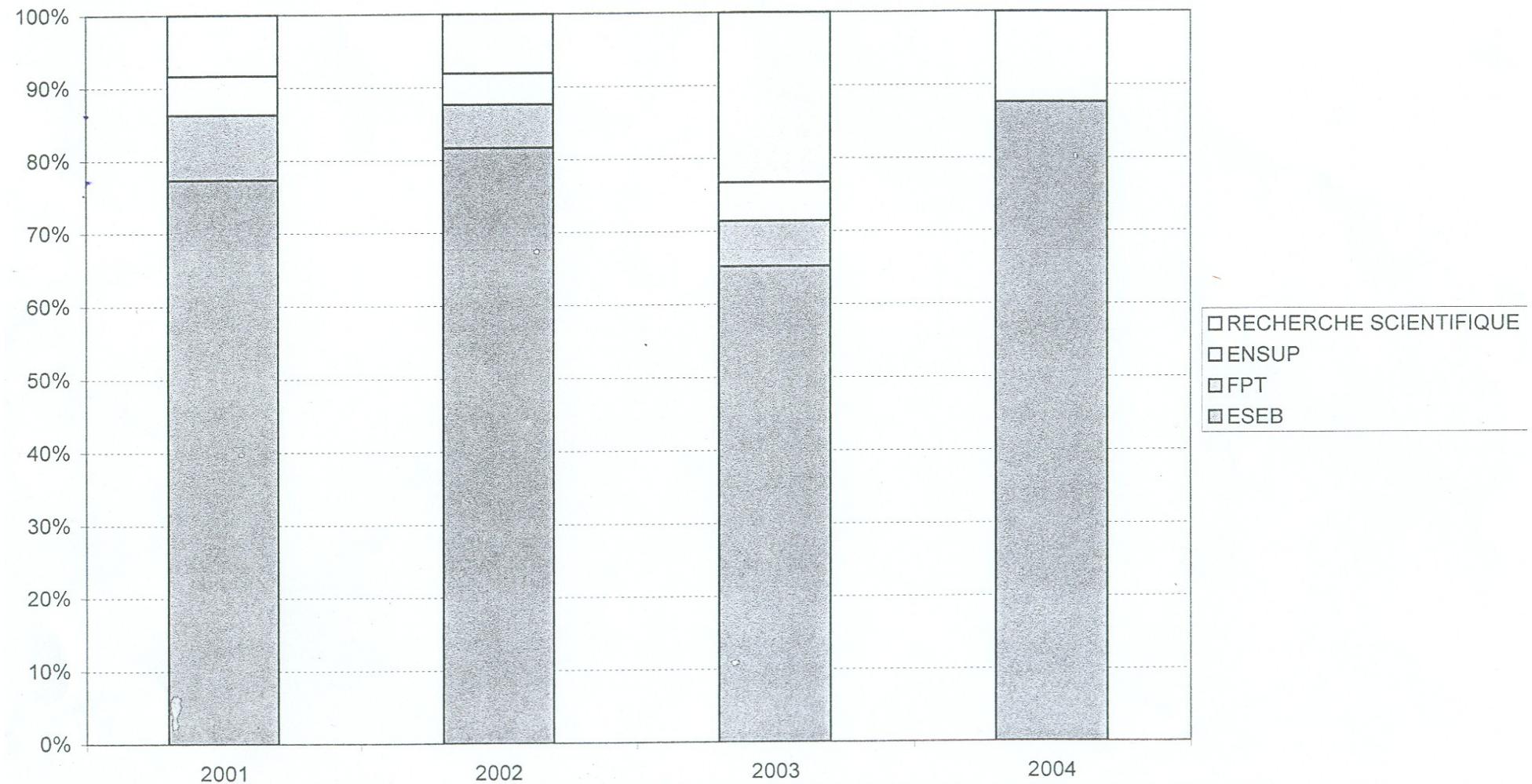
| | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Primaire et secondaire | | | | | | | | | | | |
| actuel | 85.2 | 99.0 | 103.7 | 116.4 | 142.4 | 187.8 | 230.1 | 294.1 | 361.6 | 424.8 | 452.9 |
| Investissement | 9.0 | 12.0 | 15.6 | 12.6 | 11.6 | 7.1 | 42.3 | 65.9 | 83.1 | 115.4 | 210.3 |
| Total | 94.2 | 111.0 | 119.2 | 129.0 | 154.0 | 194.9 | 272.4 | 360.0 | 444.6 | 540.2 | 663.2 |
| <i>part totale des dépenses en éducation</i> | 0.68 | 0.71 | 0.76 | 0.77 | 0.79 | 0.82 | 0.85 | 0.85 | 0.84 | 0.84 | 0.87 |
| Université | | | | | | | | | | | |
| actuel | 33.4 | 32.9 | 29.3 | 35.6 | 36.5 | 39.6 | 44.5 | 50.1 | 64.9 | 73.3 | 90.3 |
| Investissement | 10.6 | 11.5 | 7.8 | 4.0 | 5.0 | 1.8 | 2.6 | 12.7 | 12.1 | 33.0 | 10.5 |
| Total | 44.0 | 44.5 | 37.1 | 39.6 | 41.4 | 41.4 | 47.0 | 62.8 | 77.0 | 106.3 | 100.8 |
| <i>part totale des dépenses en éducation</i> | 0.32 | 0.29 | 0.24 | 0.24 | 0.21 | 0.18 | 0.15 | 0.15 | 0.15 | 0.16 | 0.13 |
| Tous les niveaux | | | | | | | | | | | |
| actuel | 118.6 | 132.0 | 132.9 | 152.0 | 178.8 | 227.4 | 274.6 | 344.2 | 426.5 | 498.1 | 543.2 |
| Investissement | 19.6 | 23.5 | 23.4 | 16.6 | 16.6 | 8.9 | 44.9 | 78.6 | 95.2 | 148.4 | 220.8 |
| Total | 138.1 | 155.4 | 156.3 | 168.5 | 195.4 | 236.3 | 319.5 | 422.8 | 521.6 | 646.5 | 764.0 |

Source : Banque mondiale (2000)

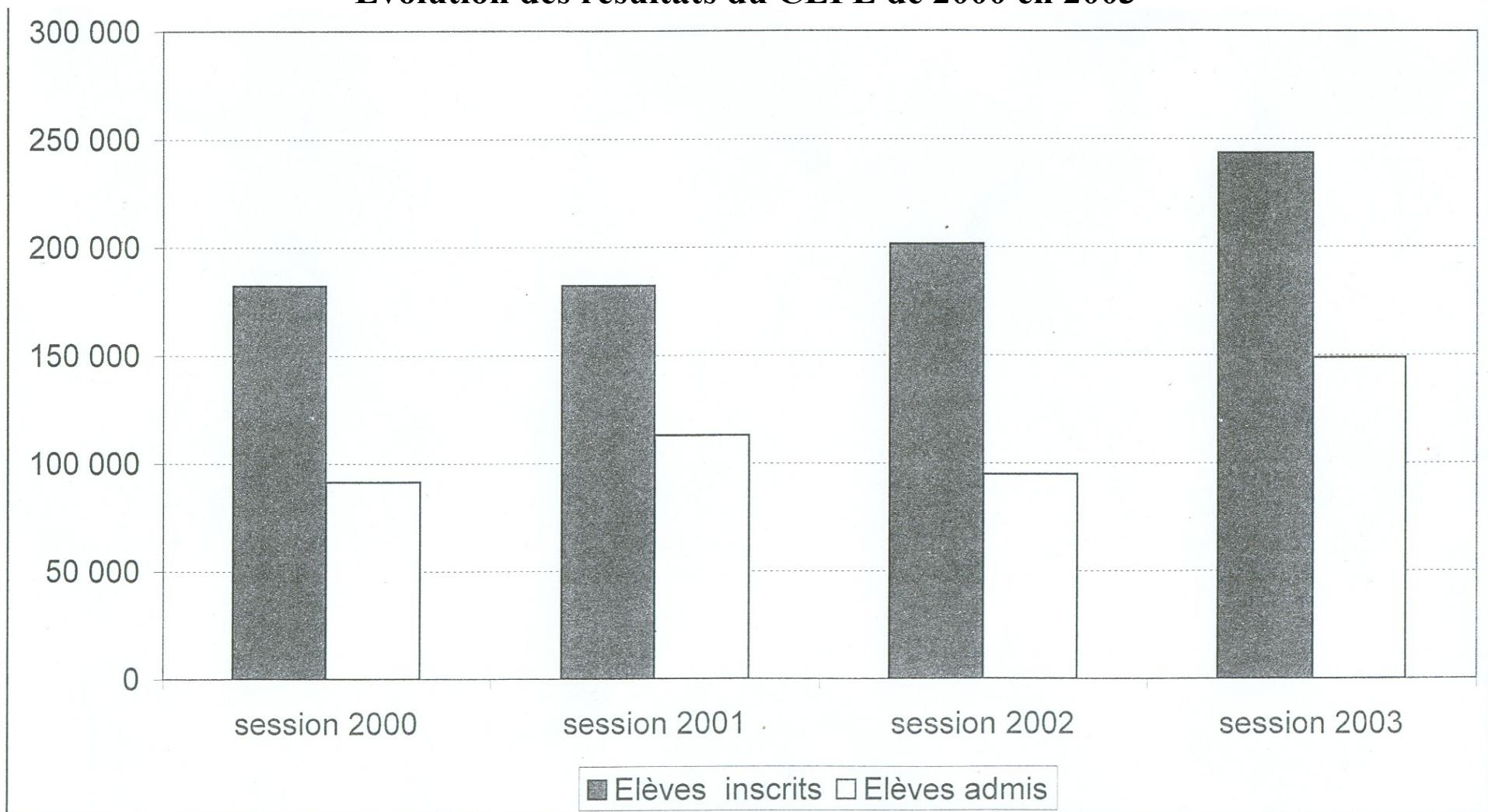
Répartition du budget de fonctionnement entre 2001 et 2004



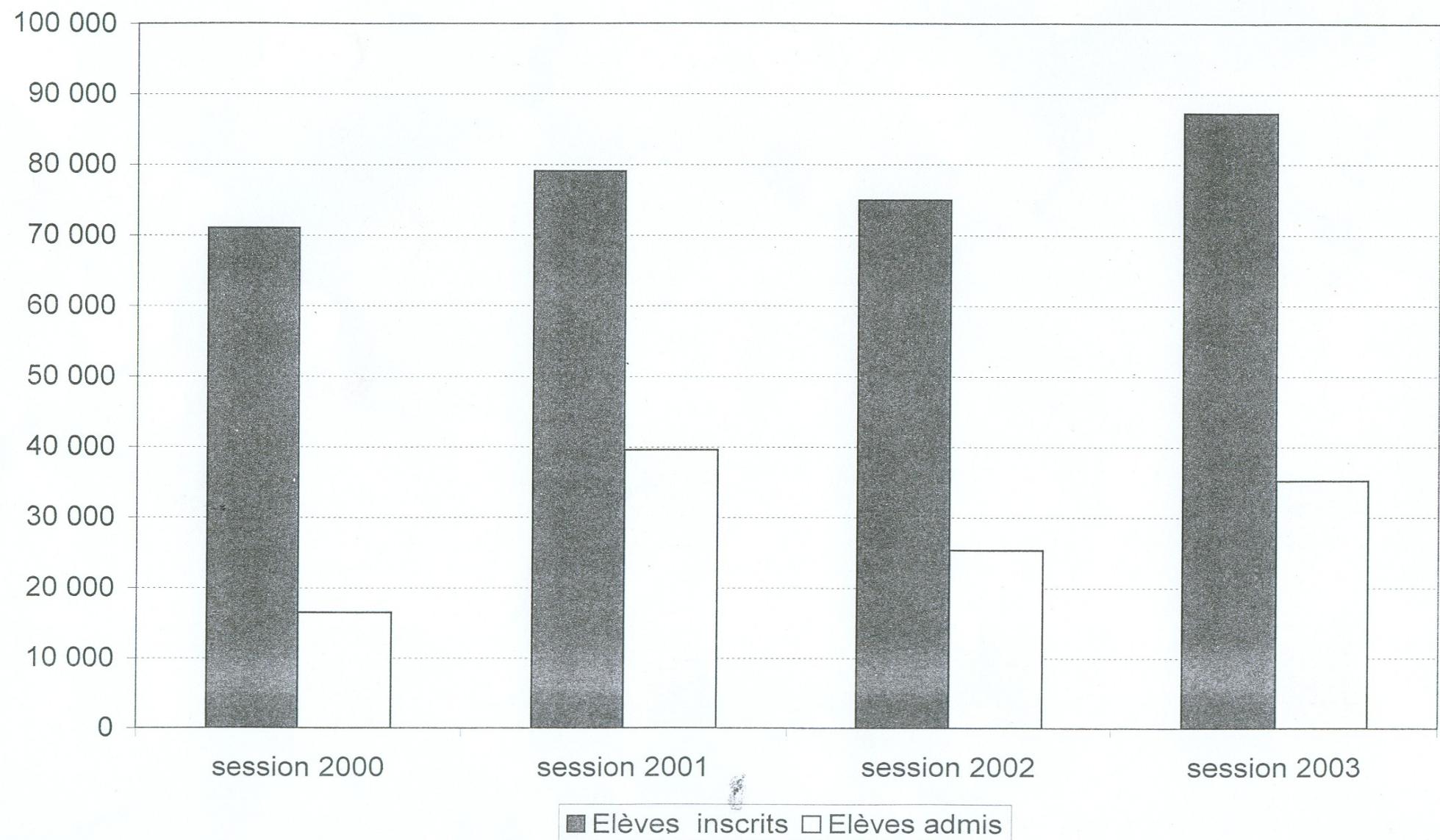
Répartition du budget investissement entre 2001 et 2004



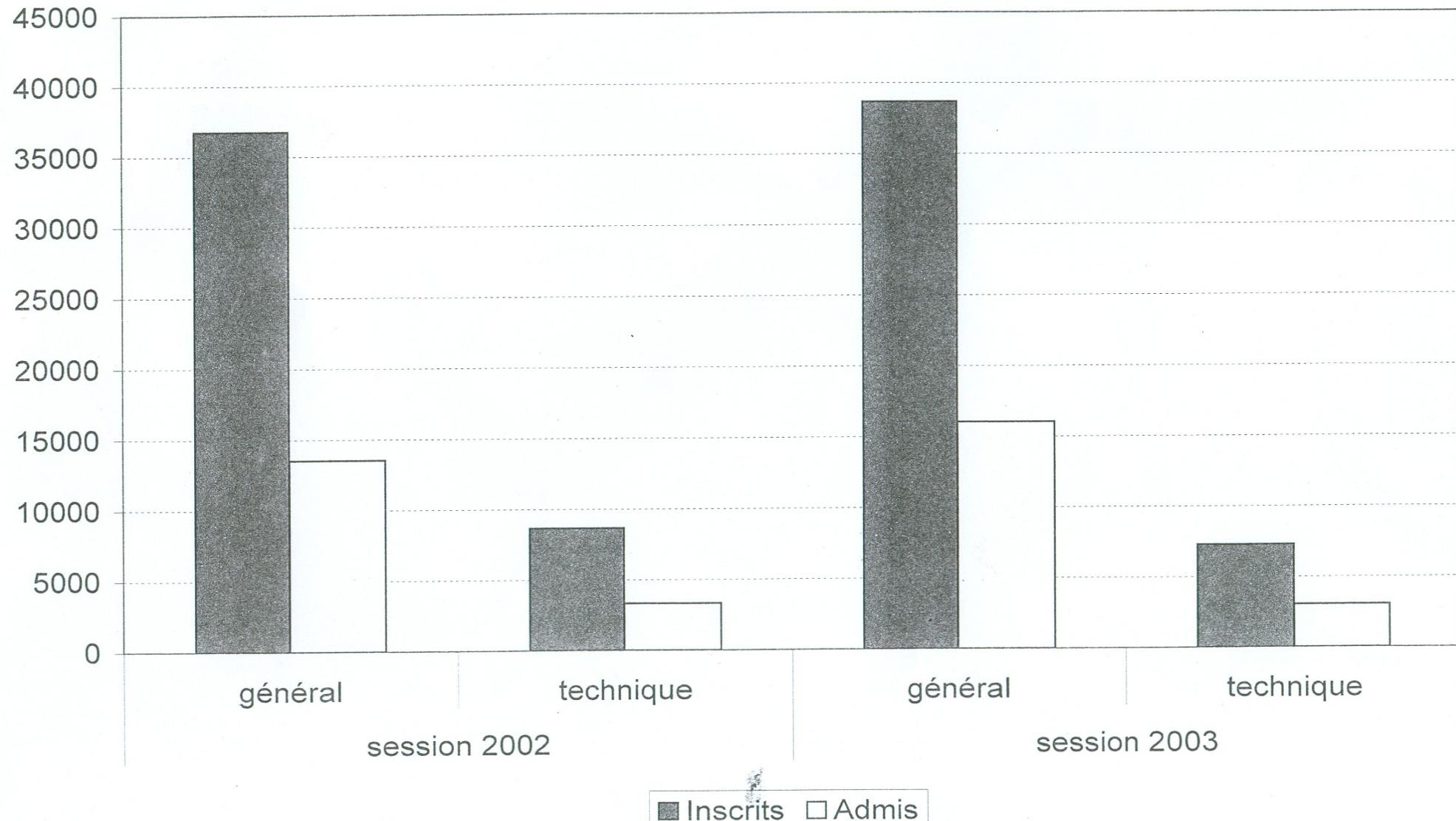
Evolution des résultats du CEPE de 2000 en 2003



Evolution des résultats du BEPC de 2000 en 2003



Evolution des résultats des baccalauréats général et technique de 2002 en 2003



Auteur : RAKOTOMENA Hanitriniaina Jocelyne

Titre : L'éducation dans la lutte contre la pauvreté: cas de Madagascar

Pagination :

Nombre de tableaux : 14

RESUME

Lutter contre la pauvreté suppose d'agir sur les services éducatifs ayant un impact immédiat : éducation de base ou primaire, apprentissage et enseignement alterné technique et professionnel, alphabétisation des adultes, amélioration de la formation en cours d'emploi dans l'informel, scolarisation des femmes...

L'investissement éducatif est une condition nécessaire même s'il n'est pas assez suffisant pour éradiquer la pauvreté à Madagascar. Il peut accroître la productivité, pourtant il est un support qui ne véhicule que les informations qui lui ont été confiées.

Son rôle dynamique devrait se réaliser donc en liaison avec son environnement.

Mots clés : Education, pauvreté, formation, formelle, non formelle, éduquer, diplômés

Spécialité : Economie Sociale

Directeur de mémoire : Monsieur RAKOTOMAVO José Alex,

Enseignant chercheur à la Fac DEGS

Département ECONOMIE

Adresse de l'Auteur: Lot BL 137 Andoharanofotsy, Antananarivo 102